

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1906

THÈSE

N°

— 259

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mai 1906, à 1 heure

PAR

Jean TROUETTE

Les Mutualités Maternelles

LEUR ACTION SUR LA MORTALITÉ INFANTILE

Président : M. BUDIN, professeur

Juges { MM. HUTINEL, professeur
DE LAPERSONNE, professeur
MÉRY, agrégé

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

BONVALOT-JOUE

15, RUE RACINE, 15

1906

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM.
Anatomie.....	P. POIRIER
Physiologie.....	Ch. RICHET.
Physique médicale.....	GARIEL.
Chimie organique et Chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL
Pharmacologie et matière médicale.....	SEGOND.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	GILBERT.
Médecine légale.....	CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL
Pathologie expérimentale et comparée.....	DEJERINE.
Clinique médicale.....	ROGER.
Maladies des enfants.....	HAYEM
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	DEJULAFOY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	DEBOVE
Clinique des maladies du système nerveux.....	LANDOUZY.
Clinique chirurgicale.....	GRANCHER.
Clinique ophtalmologique.....	JOFFROY.
Clinique des maladies des voies urinaires.....	GAUCHER.
Clinique d'accouchements.....	RAYMOND
Clinique gynécologique.....	LE DENTU.
Clinique chirurgicale infantile.....	TERRIER.
Clinique thérapeutique.....	BERGER.
	RECLUS.
	DE LAPERRONNE
	GUYON.
	BUDIN.
	PINARD.
	POZZI
	KIRMISSON.
	A. ROBIN.

Agrévés en exercice.

MM.

AUVRAY	DESGREZ	LAUNOIS	POTOCKI
BALTHAZARD	DUPRE	LEGRY	PROUST
BRANCA	DUVAL	LEGUEU	RENON
BEZANÇON	FAURE	LEPAGE	RICHAUD
BRINDEAU	GOSSET	MACAIGNE	RIEFFEL (chef
BROCA (André)	GOUCET	MAILLARD	des travaux anat.
CARNOT	GUIART	MARION	TEISSIER
CLAUDE	JEANSELME	MAUCLAIRE	THIROLOIX
CUNEO	LABBE	MERY	VAQUEZ
DEMBLIN	LANGLOIS	MORESTIN	WALLICH

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

MEIS ET AMICIS

A TOUS MES MAITRES
DANS LES HOPITAUX

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BUDIN

Professeur de Clinique obstétricale
Membre de l'Académie de Médecine
Officier de la Légion d'honneur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

En commençant ce travail qui doit marquer la fin de nos études médicales, nous avons à cœur d'exprimer nos sentiments de profonde gratitude à tous ceux de nos maîtres qui nous ont accordé leur bienveillance et leur sympathie.

Nous avons eu l'honneur à nos débuts d'être initié aux éléments de la chirurgie par M. le Dr Peyrot à l'hôpital Lariboisière. Nous avons été très touché de l'intérêt qu'il nous a toujours porté.

Nos connaissances chirurgicales furent complétées par M. le Dr Bazy. Nous espérons pouvoir mettre à profit ses leçons concernant la chirurgie des voies urinaires.

M. le Dr Barth à l'hôpital Necker fut pour nous un maître au cœur plein de bonté et de sollicitude. Ses cliniques faites au lit des malades restent gravées dans notre esprit et l'examen du malade ne peut être mieux pratiqué qu'en se conformant à sa méthode si précise et si sûre.

M. le professeur Debove, pendant les quelques mois que nous avons passé dans son service, ne nous a pas ménagé les marques de sa haute bienveillance, nous sommes heureux de pouvoir lui en exprimer ici notre gratitude.

M. le Dr Maygrier voudra bien permettre à son

ancien élève de lui témoigner toute sa reconnaissance pour l'indulgence avec laquelle il l'a guidé dans ses débuts d'accoucheur.

Que M. le Dr Brocq, notre éminent maître de l'hôpital Broca, reçoive maintenant tous nos remerciements. Nous lui devons toutes nos connaissances en dermatologie et nous n'oublierons jamais le vif intérêt qu'il nous a toujours témoigné.

Nous n'oublions pas que c'est le Dr L. Netter, chef de laboratoire à la Clinique Rothschild, qui nous a montré le premier l'intérêt de la question des Mutualités maternelle.

Nous tenons à citer ici le nom de M. Félix Poussineau, l'éminent philanthrope, qui a consacré noblement sa vie à la création et à l'extension de la Mutualité maternelle ; il nous a donné tous les documents nécessaires à l'élaboration de cette thèse, nous lui en exprimons toute notre reconnaissance.

Nous remercions tout spécialement M. le professeur Budin du grand honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de cette thèse.

Les Mutualités Maternelles

LEUR ACTION

SUR LA MORTALITÉ INFANTILE

INTRODUCTION

La France est parmi les grandes nations d'Europe celle qui procrée le moins. Depuis cinquante ans l'accroissement de la population française est presque nul. Les chiffres du dernier recensement (1) ont montré que la France était en train de devenir une nation de troisième ordre. Il y avait en effet en 1901 38.600.000 Français, alors que le chiffre de la population atteignait déjà en 1850, 35.260.000 habitants. Ainsi le taux d'accroissement qui, d'après Proust (2), a toujours été faible en France, va sans cesse en diminuant et aujourd'hui il est nul.

1. Bertillon. Rapport à l'Assemblée générale de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française (14 juin 1901).

2. Proust. *Traité d'hygiène*.

Les facteurs de cette dépopulation sont multiples, et les moyens de lutter contre elle peuvent être répartis sous deux grandes rubriques : chercher à relever le taux des naissances ou combattre la mortalité infantile.

Les moyens qui cherchent à relever le taux des naissances paraissent être un peu chimériques. En réalité il semble qu'on ne fait plus d'enfants en France parce qu'on ne peut plus les élever. La maternité, dans toute l'échelle sociale, est un fait fâcheux et redoutable. Les conditions de l'existence se font, en France, de jour en jour plus onéreuses ; l'arrivée d'un enfant, dans un ménage d'ouvrier, grève d'une façon écrasante le maigre budget ; la femme enceinte ne trouve plus à s'employer dans l'industrie. Aussi, à côté des nobles efforts de M. Piot, voyons-nous d'autres économistes, avec M. Emile Macquart (1) « estimer qu'il n'y a pas de remède contre ce faible taux de la natalité et que seule l'immigration étrangère pourra parer à la dépopulation qui nous menace ».

C'est donc surtout contre la mortalité infantile que doivent porter tous les efforts des philanthropes. Dans ce but vient de se constituer tout récemment à Paris, le 15 février 1902, *La Ligue contre la Mortalité infan-*

1. Emile Macquart. *Grande Revue*, 1^{er} août 1901.

tile. Certains hygiénistes, il est vrai, tel que M. Bertillon, ont également peu de confiance dans l'efficacité de cette lutte contre la mortalité infantile. Ils disent qu'une réduction de la mortalité serait suivie d'un nouveau recul de la natalité. M. le Sénateur Strauss (1) a répondu victorieusement à cette objection en montrant qu'en Allemagne la natalité s'élève en même temps que la mortalité décroît.

Les causes de la mortalité infantile sont innombrables. En tête vient la débilité congénitale. Celle-ci est sous la dépendance de trois grandes tares pathologiques des ascendants, syphilis, alcoolisme et tuberculose ; elle résulte aussi de l'influence du travail et de la gestation (2). « Protéger l'accouchement, c'est du même coup sauver le rejeton. » (Franck) (3).

L'accouchée manque de soins assidus pendant les premières semaines. Quelques-unes se lèvent dès les premières heures ; la plupart des accouchées quittent l'hôpital ou la sage-femme du neuvième au douzième jour. Dans certaines villes, rapporte Franck (4), à Dijon, Rouen, Reims, le nombre des sorties avant le huitième jour jusqu'à ces dernières années était con-

1. Strauss. « Assistance et assurance maternelles ». *Revue scientifique*, février 1904.

2. Voir sur ce sujet, la thèse récente de Barthélemy Perruc, Paris, juillet 1905.

3. Franck. *L'assurance maternelle*. Paris, Carré et Naud.

4. Franck, Keiffer, Maingie. *Loco citato*, 1.7.

sidérable. A Lyon, dans les services d'accouchement où l'on reçoit les femmes mariées de la ville, plus de la moitié des accouchées sortent après le douzième jour, tandis qu'à l'hôpital de la Charité où sont exclusivement admises les filles-mères, les sorties prématurées sont la règle. Il faut donc que la femme nouvellement accouchée soit conseillée et assistée : « L'accouchée même normale est une blessée, une convalescente ; elle a souvent besoin d'un traitement, toujours de soins attentifs et d'un appui matériel et moral. » (Napias) (1).

Pour pouvoir travailler, les femmes de la classe ouvrière doivent placer leur enfant en nourrice, c'est-à-dire le confier à une voisine indifférente ou l'envoyer à la campagne. Là, beaucoup d'enfants meurent parce qu'ils sont mal alimentés. Les maladies des voies digestives, les gastro-entérites sont en effet celles qui emportent le plus souvent tous ces petits êtres. Ainsi, du fait que la mère, de par sa situation, ne peut s'occuper elle-même du nouveau-né, et qu'elle ne peut lui donner le lait auquel son enfant a droit, voici la plupart de ces enfants qui vont succomber dans des proportions inquiétantes. C'est là le facteur primordial qui doit attirer l'attention de ceux qui luttent contre la mortalité infantile et c'est contre lui surtout que sont dirigées ces admirables

1. Napias. *Hygiène des crèches*.

sociétés de mutualités maternelles fondées par M. Poussineau.

La lutte contre la mortalité infantile ne date pas d'aujourd'hui. Les œuvres de bienfaisance privée s'en sont depuis fort longtemps occupées. Dès 1784 M^{me} du Fougere fondait la Société de Charité Maternelle, sous la protection de Marie-Antoinette. L'ordonnance du 31 octobre 1814 a placé cette société sous la surveillance du ministre de l'Intérieur. Un récent décret du 29 août 1894 l'a réorganisée. Actuellement la France compte quatre-vingt-trois sociétés de cette nature. Ces sociétés exigent que leurs protégées nourrissent elles-mêmes leurs enfants et, au cas où cela leur est impossible, elles maintiennent l'enfant auprès de la mère, leur objet principal étant d'empêcher l'abandon.

Beaucoup d'œuvres de bienfaisance se sont fondées depuis : telle la Société protectrice de l'Enfance créée en 1865, qui aide les mères pauvres qui nourrissent leurs enfants et récompense les plus méritantes, elle a des ramifications en province : Lyon, Marseille, Le Havre (1), telles ces merveilleuses Consultations de nourrissons créées sous l'influence de notre maître, M. le professeur Budin. Les assem-

1. Consulter sur ce sujet la thèse de Flambard (Paris, 1903), dans laquelle sont cataloguées les principales œuvres d'assistance privée, actuellement existantes (p. 41-48).

blées départementales inscrivent souvent la lutte contre la mortalité infantile au programme de leurs délibérations. Paris, surtout, a donné l'exemple. A la requête de M. le sénateur Strauss, le Conseil municipal de Paris a eu, le premier, l'honneur d'instituer le secours de grossesse. Le 7 mars 1890, sur une proposition de M. P. Strauss, le Conseil municipal a décidé la création d'un asile-dortoir pour les femmes enceintes, sous le nom d'Asile Michelet; il a été construit par M. Bouvard sur un programme fourni par M. le Dr Budin, et inauguré le 21 décembre 1893. Déjà un autre asile avait été, le 17 juillet 1890, largement ouvert aux femmes enceintes, celui de la rue Fessart. En 1892 s'ouvrit, avenue du Maine, un Refuge-ouvroir sous les auspices de M^{me} Béquet, et avec subvention du Conseil municipal. La ville de Paris en protégeant non seulement le nouveau-né, mais en organisant ainsi l'assistance de la femme enceinte a montré la voie à suivre pour lutter contre l'avortement, l'infanticide et l'abandon même (1).

Enfin l'Etat a coordonné et dirigé tous ces efforts. Rappelons simplement le vote de la loi Roussel, ainsi que le projet de loi préparé par M. le sénateur Strauss et qui vient récemment d'être voté par le Sénat (décembre 1902).

Mais les mères elles-mêmes, les mères pauvres et

1. Voir A. Cury. Thèse, Paris, 1898.

riches, en s'associant mutuellement, c'est-à-dire en créant ce qu'on a appelé des *Mutualités maternelles facultatives et libres*, ne peuvent-elles pas se protéger entre elles, et veiller par cela même sur le développement de leur enfant ? Il ne s'agirait plus alors d'œuvres de bienfaisance privée ou officielle, d'un secours alloué à la mère misérable, mais d'un droit acquis par la solidarité des femmes. « Je ne saurais trop insister sur le caractère mutualiste de notre œuvre, dit M. Poussineau ; elle va au-devant de la souffrance au lieu d'attendre que celle-ci frappe à sa porte ; elle attire même, et elle le fait avec un geste qui encourage l'effort, qui solidarise et qui élève. »

Ainsi la Mutualité maternelle, cette association des mères, va chercher à protéger l'accouchée, à donner à l'enfant le lait de sa mère, et à guider la femme dans l'élevage de son enfant. C'est à l'étude du fonctionnement de cette œuvre et des résultats obtenus que ce travail est consacré.

CHAPITRE I

Principes des Mutualités maternelles

Le mot de « mutualité », dit Léopold Mabillean (1), si on le prend à la lettre, semble impliquer des rapports de réciprocité pure entre les personnes associées, à l'exclusion de toute intervention intérieure ou extérieure capable de modifier cet équilibre : *égalité des charges et des avantages*, au sein d'une société dont les contributions et les services doivent être limités à ses seuls membres. Parmi les sociétés françaises, il n'y a pas de mutualités ainsi comprises, sans ressources extra-sociales, telles que la cotisation des membres honoraires, les dons et legs, les subventions diverses.

Il ne s'agit pas, au sens strict du mot, de mutualité mais plutôt de *secours mutuel*. Les sociétés de secours mutuels, dit encore Mabillean, tiennent de leur origine un caractère de bienfaisance libre et gratuite : il n'est pas exact de les présenter comme de

1. Léopold Mabillean. *La mutualité française* ; Librairie des publications officielles et du *Bulletin des lois*, Paris, 1905.

pures œuvres de prévoyance ou d'assurance : *l'assistance* tient une place considérable, et non accessoire, dans leurs ressources et dans leurs services. C'est ainsi que dans les sociétés de secours mutuels approuvées, la moitié de l'excédent des recettes sur les dépenses est due aux cotisations des membres honoraires, à ceux qu'on a appelé « les frères aînés de la famille française ». Et la solidarité des individus se complète par celles des pouvoirs publics. M. Roche (1) n'a-t-il pas demandé « que les communes soient tenues d'inscrire à leur budget, au chapitre « dépenses obligatoires » un crédit suffisant pour accorder aux sociétés de secours mutuels une subvention d'au moins un franc par sociétaire et par an ». Les sociétés mutuelles ainsi comprises sont donc des sociétés de secours et d'assistance mutuels.

Enfin dans certains pays, en Allemagne et en Autriche, a été adopté le système de *l'assurance obligatoire*. Il s'agit alors d'œuvres généralisées et obligatoires. Une loi oblige ouvriers et patrons à verser une cotisation à une caisse d'assurance. Ainsi actuellement en Allemagne et en Autriche toute femme nouvellement accouchée, même accouchée normalement, doit prendre un repos obligatoire de quatre semaines au moins après sa délivrance et recevra

1. Conseil supérieur de la Mutualité, novembre 1902. Vœu de M. Roche.

pendant ce laps de temps une indemnité compensatrice de la caisse d'assurance où la loi l'avait obligée de verser. Certains mutualistes considèrent que l'assurance est le terme nécessaire et exclusif de la mutualité véritable, que la société graduellement doit s'élever de l'assistance à la prévoyance et de là à l'assurance.

Sur laquelle de ces conceptions sont basées en France les mutualités maternelles ? La formation de mutualités vraies, avec égalité des charges et des avantages, ne paraît pas possible actuellement. Certainement les ouvrières ne consentiront pas d'elles-mêmes à un sacrifice pécuniaire et suffisant en vue de s'assurer une période de repos à l'époque d'une maternité future et de faciliter l'élevage d'un enfant dont elles ne désirent pas la venue. Il ne faut pas attendre d'elles cet effet spontané de prévoyance, surtout aussi étendu et aussi large que le demandent les médecins. C'est d'ailleurs l'avis de M. Poussineau lui-même ; dans son rapport à la commission de dépopulation, il dit « qu'il entrerait difficilement dans nos mœurs de forcer l'ouvrière à verser chaque année une somme de 13 francs pour s'assurer contre les risques de la maternité ».

L'assurance obligatoire n'existe pas en France. Certes beaucoup de mutualistes estiment que l'intervention de l'Etat est nécessaire et pensent que l'établissement de mutualités généralisées et obliga-

toires peut seul permettre de donner une solution à l'assistance maternelle. Telle est d'ailleurs la conclusion de M. Foubert (1) dans son rapport au Congrès d'Hygiène sociale d'Arras (juillet 1904) : c'est aussi la solution qu'entrevoit M. Strauss (2) : « Lorsque le régime des assurances prendra tout son développement, les risques de natalité et de surproduction familiale seront prévus et compensés, et l'assurance maternelle, largement comprise et pratiquée, embrassera la plus longue période possible, du cinquième ou sixième mois de la grossesse, à la troisième année de l'enfant. »

Les mutualités maternelles, actuellement existantes en France, rentrent dans le cadre des sociétés de secours mutuels. Elles sont donc basées sur les cotisations des participantes et surtout sur les cotisations des membres honoraires, sur les dons et legs, sur les subventions des conseils municipaux, généraux ou de l'Etat. Ce sont à la fin des œuvres de solidarité et des œuvres de bienfaisance. Actuellement elles ne peuvent vivre sans le secours de la bienfaisance qui est leur principale ressource ; les recettes dues aux membres participants ne sont en effet que 1/6 (3) environ des recettes générales.

1. Foubert. Rapport au Congrès d'Hygiène sociale d'Arras (juillet 1904).

2. Strauss. Dépopulation et puériculture. Chez Fasquelle.

3. D'après l'exposé financier de la Mutualité maternelle de 1904.

C'est que, dit M. Poussineau (1), « la Mutualité maternelle garde jalousement l'ambition d'étendre son aide à toutes les infortunes, elle a voulu mutualiser dans des conditions qui fussent à la portée du moindre effort. Elle l'a fait en demandant à ses sociétaires une cotisation infime. En exigeant une cotisation plus élevée, elle eût amoindri la portée sociale de son rôle. Elle a préféré renoncer à un élément de recettes et garder sa belle devise d'œuvre supérieure : Toutes à toutes ! »

Telles qu'elles sont les Mutualités maternelles offrent cependant tous les avantages moraux qu'entraîne la force irrésistible de la mutualité.

Le secours qu'elles donnent n'est pas une aumône. Chaque participante, moyennant un versement de 3 francs par an, a droit, au moment de son accouchement, à une somme de 48 francs. Ainsi les mères dont il s'agit ne sont en aucune circonstance confondues avec les clientes ordinaires de l'Assistance publique. « Nombre de sociétaires, dit M. Félix Poussineau (2), se refuseraient à participer à ce mode de secours et j'en ai un exemple des plus probants à vous citer : A Dammarie-les-Lys, où tout le monde se connaît, la Mutualité maternelle a secouru les plus lamentables misères soigneusement cachées. La municipalité s'est elle-même maintes

1. Poussineau. Discours à la quatorzième assemblée générale de la Mutualité maternelle (8 avril 1905).

2. Poussineau. Rapport sur la Mutualité maternelle au VII^e Congrès de la Mutualité tenu à Nantes (mai 1904), page 18.

fois étonnée de ne pas voir les victimes de ces misères intéressantes s'adresser au bureau de bienfaisance où on les aurait secourues cependant avec empressement et discrétion, et force nous a été de constater que surtout dans les populations rurales, la classe ouvrière assimile une demande de secours officielle à la mendicité humiliante, pénible et dégradante. »

La Mutualité maternelle développe en outre l'idée de solidarité. Elle introduit dans les masses le principe de solidarité par la pratique de la mutualité. C'est justement ce caractère qui différencie ces mutualités de l'assistance des mutualités strictes (égalité des charges et des avantages) et des assurances obligatoires, et qui est leur supériorité. C'est aussi ce qui fait, qu'avec M. Léopold Mabilleau, on ne saurait admettre que l'assurance soit le terme nécessaire de la mutualité.

Cette solidarité rapproche les ouvriers et les patrons, les clients et les fournisseurs, les pauvres et les riches. C'est grâce aux cotisations apportées par les riches que les Mutualités maternelles peuvent fonctionner, et c'est grâce à ces Mutualités maternelles que la mortalité parmi les enfants des pauvres n'est pas supérieure à celle des riches.

Les Mutualités maternelles développent aussi un principe de solidarité entre les pauvres eux-mêmes. La plupart des nouvelles participantes, qui souvent ne deviennent mutualistes qu'à l'occasion d'une

grossesse, continuent à rester adhérentes, leur accouchement terminé. Elles ont compris les bienfaits de la mutualité et veulent à leur tour aider les autres mères nécessiteuses. M. Poussineau nous dit avoir été souvent frappé, lorsqu'il visite les sections de la Mutualité maternelle, des rapports de cordialité qui se développent entre les mutualistes et surtout de l'assistance qu'elles se prêtent entre elles. Ainsi, grâce à ces mutualités, les classes se connaissent mieux, se rapprochent, et il se produit une véritable manifestation de fraternité.

CHAPITRE II

Constitution des Mutualités maternelles

Ce n'est que depuis une époque relativement récente que l'attention des législateurs et des philanthropes a été attirée sur la situation de la mère au moment de son accouchement. Le 15 mai 1890, sous l'initiative de la République Suisse, s'ouvrit à Berlin un Congrès européen pour étudier les bases possibles d'une législation internationale du travail. Dix-sept Etats européens y furent représentés, seules la Russie et la Turquie n'y adhérèrent pas. M. Jules Simon, délégué de la France et président de la troisième commission, fit adopter à l'unanimité la proposition suivante :

« Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches. »

Ce vœu voté par le Congrès de Berlin fut le point de départ de nombreuses propositions législatives dans les différents pays. Certaines puissances ont fait placer dans leur législation le principe du repos

obligatoire après l'accouchement et ont recherché en même temps comment pourraient être trouvées ce qu'on a appelé « les ressources de remplacement ». Telles sont les législations allemandes (loi du 17 juillet 1878, complétée par les lois du 15 juin 1883, 28 mai 1885, 1890 et 1^{er} juin 1891), la législation autrichienne (loi du 8 mars 1885, complétée par les lois du 30 mars 1888 et 4 avril 1899), la législation hongroise (lois du 21 mai 1884 et du 9 avril 1891) et la législation suisse (loi du 23 mars 1877 et du 5 octobre 1899).

D'autres pays ont bien posé dans leur législation le principe de repos obligatoire après l'accouchement, mais sans s'occuper de l'indemnité de chômage. Telles sont les législations portugaise (loi du 14 avril 1891), hollandaise (loi du 5 mai 1889), norvégienne (loi du 27 juin 1892), et belge (loi de 1889) (1). Parmi les grandes nations européennes, sauf la Russie, la République française est la seule dont la législation reste muette sur ce point. Pourtant, beaucoup de projets de loi furent déposés en ce sens. Dès 1887, M. de Mun proposa une loi interdisant aux femmes accouchées tout travail industriel pendant quatre semaines. M. Waddington incorpore cette proposition dans son projet de loi du 13 décembre

1. On trouvera les textes de ces articles de loi dans la thèse très documentée sur ce sujet de Thiroux (Thèse, Paris, 1900).

1887 sur la réglementation des femmes et des filles mineures, projet qui fut discuté à différentes reprises et dont l'article concernant les accouchées dut finalement être abandonné par son auteur. En novembre 1892, M. Dron reprend cet article, lui fait subir des modifications à l'instigation de M. Brousse et demande un repos de quatre semaines après l'accouchement avec indemnités de 0 fr. 75 à 2 francs supportées à parties égales par l'Etat et la commune. Ce projet est adopté en première lecture, mais la seconde délibération n'eut jamais lieu. Entre temps M. Pierre Richard avait déposé (janvier 1891) un projet d'assistance maternelle calqué sur la législation allemande, et qui ne fut même pas pris en considération. M. le Dr Drouineau élaborait également vers la même époque au nom du Conseil supérieur de l'Assistance publique, un projet d'assistance maternelle qui établissait le droit pour toute femme enceinte, privée de ressources, de recevoir les secours que réclame son état. Plus récemment, M. Dulau reprenait le projet de M. Drouineau et le déposait sur les bureaux de la Chambre (12 mars 1899). Enfin le 17 janvier 1902, M. le sénateur Strauss a présenté en dix articles les propositions qu'il regarde comme un commencement d'exécution du principe de l'assistance maternelle, projet qui a été adopté par le Sénat en décembre 1902.

En réalité, la législation française n'a rien fait pour

assurer le repos aux nouvelles accouchées. Elle a émis des vœux, mais elle n'a pas fait d'articles de loi, sachant qu'elle aurait ainsi créé à l'Etat une charge impossible à soutenir au moins dans les circonstances actuelles, et qu'il s'agissait là d'une réforme sociale qui demandait beaucoup de tâtonnements pour savoir dans quelles conditions elle pouvait s'accomplir. Elle laissait donc ainsi la voie ouverte aux initiatives privées, espérant peut-être que, des expériences ainsi faites, elle pourrait déduire la solution du problème de l'assurance maternelle.

La première Mutualité maternelle fut fondée en 1866, par J. Dollfus à Mulhouse : c'est l'Association des femmes en couches de Mulhouse ; elle donnait une indemnité aux ouvrières qui travaillent habituellement dans les fabriques.

Au mois de février 1891, M. Félix Poussineau et M. Brylinski fondèrent l'œuvre de la Mutualité maternelle de Paris avec le concours des trois Chambres syndicales de la Couture, de la Broderie et de la Passementerie. Bientôt après, M. Poussineau, voulant prouver que l'œuvre s'adaptait également aux besoins des populations rurales, crée la Mutualité maternelle de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), petite commune de 1.600 habitants. En 1893, M. Francisque Bonnier créa une nouvelle Mutualité à Vienne (Isère). Depuis cette époque, dans plus de cent quarante villes de France, des Mutualités

maternelles similaires se sont fondées : à Lille et à Roubaix, où une semaine a suffi pour réunir les ressources initiales ; à Nantes, où une seule donation a permis de construire un dispensaire modèle pour les nourrissons ; à Lyon, Nice, Evreux, Annecy, Auxerre, Bordeaux, Brie-Comte-Robert, Saint-Germain-en-Laye, Melun, Dijon, etc. C'est le fonctionnement, le résultat et l'avenir de ces mutualités que nous allons étudier.

LA MUTUALITÉ MATERNELLE DE PARIS

La Mutualité maternelle de Paris, fut fondée en février 1891 par MM. Poussineau et Brylinski, à la suite d'une conférence de Jules Simon. M. Ruau racontait ainsi tout récemment (1) l'histoire de cette fondation sous forme d'un conte qu'il intitulait « Le couturier philosophe » :

« Après avoir assisté pendant quelques heures à une conférence, où avaient pris tour à tour la parole des hommes considérables de ce temps, Léon Say, le spirituel économiste, Jules Simon, à la fois tendre observateur et philosophe humanitaire, un apôtre pour la défense de la femme et de l'enfant, Waldeck-Rousseau, l'éminent homme d'Etat,

1. Ruau, ministre de l'Agriculture, discours à la 14^e assemblée générale de la Mutualité maternelle (8 avril 1905).

M. Poussineau rencontra son ami M. Brylinski. Encore tout vibrant des paroles qu'il venait d'entendre, des discours qui exaltaient la solidarité et vantaient l'action des syndicats, M. Poussineau tint à peu près ce langage à son interlocuteur : « Nous avons organisé récemment une fête de bienfaisance au bénéfice de notre personnel ouvrier, nous en avons réservé les profits pour quelque bonne œuvre. Jules Simon nous a exposé éloquemment ses idées sur la protection de la mère et de l'enfant dans les jours qui suivent les couches. Que penseriez-vous de la mise en œuvre immédiate de sa pensée dans nos ateliers de modes ? » M. Brylinski gagné immédiatement à cette cause accepta le fardeau de l'entreprise. Quelques cœurs généreux firent le reste... »

La Mutualité maternelle, ainsi fondée, a pour programme : « L'Association mutuelle des mères pauvres et riches ayant pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles sont en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant quatre semaines ; ce repos devant leur permettre de se soigner et de donner à leur enfant les soins plus particuliers nécessaires pendant les premières semaines qui suivent la naissance » (1).

1. D'après Poussineau. Rapport sur la Mutualité maternelle au VII^e Congrès de la Mutualité (Nantes, mai 1904).

Lors de la création de la Mutualité maternelle de Paris, la cotisation fut fixée à 6 francs ; mais les fondateurs durent bientôt constater que bien des femmes ne pouvaient acquitter cette somme et elle fut réduite à 3 francs. Moyennant cela, chaque sociétaire a droit, pendant quatre semaines après son accouchement, à une indemnité de 12 francs par semaine. Jusqu'en 1904, la Mutualité maternelle de Paris n'était ouverte qu'aux ouvrières des trois chambres syndicales fondatrices : la confection et couture, les dentelles et broderies, la passementerie, mercerie, boutons et rubans, ce qui n'empêche pas que de 1892 à 1901, 4.007 mères ont été secourues par cette mutualité. A partir du 1^{er} janvier 1904 la Mutualité maternelle a étendu son action à toutes les ouvrières, ménagères ou employées de la capitale et du département de la Seine, et, pour ce faire, a créé dans chaque commune du département une section ayant son organisation propre et comportant un comité local. En même temps la Mutualité maternelle ouvrait largement ses portes aux autres sociétés de secours mutuels en modifiant l'article 10 de ses statuts, ce dont nous reparlerons plus loin. Aussi la Mutualité maternelle qui avait marqué un temps d'arrêt dans son accroissement et comptait, à la fin de 1903, 1.700 adhérentes, a-t-elle vu rapidement ce chiffre atteindre 5.900 à la fin de 1904, et M. Poussineau pouvait dire avec juste raison en avril 1905, qu'à la fin

de cette année le chiffre de 15.000 femmes sociétaires serait peut-être dépassé.

Telle est l'évolution subie par la Mutualité maternelle ; il nous faut maintenant en préciser le fonctionnement tel qu'il existe actuellement.

Siège social et administrations.

Le siège social est à Paris, 52, rue Saint Sauveur. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un président et de trente-trois membres.

Dix-huit de ces membres sont pris dans les trois chambres syndicales fondatrices :

Chambre syndicale de la confection et de la couture pour dames ;

Chambre syndicale de la dentelle et de la broderie ;

Chambre syndicale de la passementerie, mercerie ;

Trois membres pris dans la Chambre syndicale de la confection pour hommes ;

Six membres pris parmi les membres participantes ;

Six membres pris parmi les membres honoraires présentés par le conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration sont élus

en assemblée générale pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année (art. 24).

Le président est élu en assemblée générale aux bulletins secrets pour cinq ans à la majorité des suffrages : le procès-verbal de cette élection est immédiatement transmis au Ministre de l'Intérieur (art. 25.)

Les autres membres du bureau sont élus chaque année par le conseil d'administration, notamment :

Trois vice-présidents ;

Un trésorier ;

Un trésorier-adjoint, etc.

Le conseil d'administration nomme un agent général qui aura la direction administrative de l'association sous la surveillance et le contrôle du conseil d'administration (art. 30.)

Une assemblée générale de tous les sociétaires et membres honoraires aura lieu chaque année dans le courant de janvier. Dans cette assemblée il sera communiqué un compte rendu moral et financier, dressé par le président (art. 31.)

Les dames patronesses en nombre illimité, choisies par le conseil d'administration, seront chargées de visiter les accouchées le plus souvent possible, de s'assurer que les soins sont donnés tant à la mère qu'au nouveau-né (art. 32).

Nous décrirons maintenant la composition de la société.

Elle comprend :

Des membres participantes appelées « à bénéficier de tous les avantages de l'association en échange du paiement régulier de leur cotisation » ;

Des membres bienfaiteurs et des membres honoraires qui par leurs subsides permettent à l'association d'atteindre son véritable but de bienfaisance et de charité ;

Des dames patronesses ou inspectrices, véritables chevilles ouvrières de l'édifice mutualiste ; nous les verrons en effet prodiguer en toute occasion leur temps et leurs conseils, quelquefois leurs soins, aux mères malheureuses.

Les membres participantes étaient à l'origine exclusivement recrutées parmi les ouvrières appartenant aux chambres syndicales fondatrices.

Actuellement, peut être membre participante :

Toute ouvrière de nationalité française, âgée de seize ans au moins, habitant Paris ou le département de la Seine et acquittant une cotisation annuelle de 3 francs, à la condition de s'inscrire au moins neuf mois avant la crise de la maternité.

Les organisateurs de la Mutualité furent bientôt amenés à reconnaître que ce mode de recrutement ne pouvait donner que des résultats restreints.

Les femmes d'aujourd'hui, à quelque classe de la société qu'elles appartiennent, ne désirent pas d'enfants, elles cherchent plus à éviter la maternité qu'à en rendre les charges moins lourdes.

Elles ne devaient donc marquer aucun empressement à verser une cotisation, même modique, pour faire partie d'une société dont les secours leur paraissent bien insuffisants pour alléger et les aider à supporter le lourd fardeau que constitue pour elles la venue d'un enfant.

Devenues enceintes, leurs idées changeaient, et d'autant plus radicalement que l'échéance de leur grossesse était plus proche.

Fallait-il refuser tout secours à ces imprévoyantes ? Leur enlever le bénéfice d'une association charitable et bienfaisante ?

Fallait-il faire supporter à l'enfant les conséquences de l'insouciance ou de l'ignorance maternelle ?

Une seconde catégorie de membres participantes fut donc créée :

Ce sont les participantes *extra-statutaires*, qui, en payant 3 francs en une fois, ce qui suffit à sauvegarder le principe nécessaire de la mutualité, sont admises à faire partie de la société.

Un modique versement fait en une fois leur assure d'emblée des avantages analogues, sinon égaux, à ceux des autres participantes. Elles touchent au moment de leur accouchement une indemnité réduite à 15 francs. Elles ont droit à la prime d'allaitement. Elles bénéficient des visites des dames patronesses, de leur assistance et de leurs conseils. Elles peuvent

conduire leurs enfants aux Consultations de nourrissons.

Il est à peine besoin d'insister sur les résultats de ces heureuses mesures. Ces femmes resteront d'autant plus volontiers des mutualistes que, venues plus tard à l'association, elles ont profité plus immédiatement de ses avantages.

Les rapporteurs sont unanimes à reconnaître les bons effets de cette admission si facile des participantes extra-statutaires ; ils nous montrent la surprise et la joie de ces femmes si généreusement assistées et secourues qu'elles ne savent comment exprimer leur reconnaissance étonnée : « Vous nous avez rendu de trop grands services, nous ne nous doutions pas du bien que vous alliez nous faire. Maintenant vous pouvez nous demander le double, nous ne quitterons pas la Mutualité maternelle. N'aurions-nous plus d'enfants, au moins cela servira aux autres. »

Ainsi se trouve constitué le premier et le plus solide faisceau mutualiste.

Sans doute, la disproportion peut paraître bien grande entre la faible cotisation exigée de ces femmes et les avantages qu'elles retirent de l'association, et l'on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux supprimer, au moins au début, toute cotisation.

Ce serait mal connaître l'état d'esprit de la plupart des femmes du peuple, en particulier des petites

villes et des campagnes, que l'on se propose d'aider ; ce serait risquer d'aller à l'encontre du but cherché. Les mères dont il s'agit ici ne doivent en aucune circonstance être confondues avec les clients ordinaires de l'Assistance publique (1) et nombre de sociétaires se refuseraient à participer à ce mode de secours.

Cette remarque s'applique particulièrement aux petites villes et villages de province où tout le monde se connaît, où les misères les plus lamentables demeurent sans secours parce qu'elles veulent rester cachées.

C'est pour parer à ce grave inconvénient que l'article 10 des statuts a été adopté.

« Pourront bénéficier des avantages de la Mutualité maternelle les sociétaires et femmes de sociétaires faisant partie de toute société de secours mutuels agréée par le conseil d'administration, à la condition que ces sociétés de secours mutuels s'engagent à verser annuellement à la Mutualité maternelle une subvention, soit de un franc par sociétaire ou femme de sociétaire, quel que soit leur âge.

« Un état nominatif de ces *extra-participantes*, signé du président et du secrétaire de chaque société de secours mutuels, devra être fourni chaque année au

1. Poussineau. Rapport au Congrès de Nantes, 1904, p. 18.

1^{er} janvier, en même temps que le paiement de la subvention. »

Ces extra-participantes devront être inscrites à leur société depuis neuf mois au moins et devront se conformer aux statuts de la Mutualité maternelle. Les sociétaires admises dans le cours de l'année ne pourront devenir extra-participantes qu'à partir du 1^{er} janvier suivant.

Les mêmes avantages pourront être accordés à des groupes industriels, financiers ou administratifs en faveur de leurs ouvrières et des femmes de leurs ouvriers, aux mêmes conditions et obligations, c'est-à-dire l'engagement de verser à la Mutualité maternelle la subvention convenue et être agréées par le conseil d'administration.

Jusqu'à ce jour, les sociétés de secours mutuels se refusaient à admettre la participation des femmes, à part quelques rares sociétés plus riches ou plus libérales que ces dernières, et même elles faisaient encore de graves restrictions : elles n'accordaient aucun secours au moment de l'accouchement.

C'était méconnaître leur intérêt réel; pour s'éviter des dépenses immédiates, elles s'exposaient à subvenir dans l'avenir aux multiples dépenses qu'occasionnent les maladies ou les indispositions, résultats souvent directs du surmenage au moment de l'accouchement.

C'est ce que dit en termes excellents M. Poussineau,

dans son remarquable rapport présenté au Congrès de Nantes en 1904 :

« En ne secourant pas la femme à l'heure de la maternité, on la pousse à reprendre le travail avant les quatre semaines de repos reconnues nécessaires à l'accouchée, et la femme paie, par les plus longues et les plus onéreuses maladies, l'imprudence commise lors de son accouchement.

La mère non rétablie par un repos réparateur demandera plus tard les sacrifices les plus importants à la société. »

Cette remarque est d'ailleurs vérifiée par les faits : Si l'on compare les budgets des sociétés mutualistes françaises ouvertes aux femmes à ceux des sociétés allemandes analogues, on constate que les frais de maladies sont beaucoup plus élevés en France qu'en Allemagne, où le chômage de quatre semaines après l'accouchement est obligatoire.

Du reste, hâtons-nous d'ajouter, que grâce aux efforts de nos mutualistes, certaines sociétés ont apporté d'importantes modifications à leurs statuts.

La Mutualité commerciale a voté une indemnité de trente francs au moment de l'accouchement.

L'Union du commerce a doublé son indemnité aux femmes accouchées.

Nous voyons donc s'étendre de plus en plus l'exemple et le champ d'action de la Mutualité maternelle et nous pouvons dire que, grâce aux disposi-

tions larges et généreuses adoptées par ses organisateurs, il n'est pas de mère si malheureuse qui ne puisse profiter de ses bienfaits.

Le nombre de membres participantes s'est rapidement accru dès le moment où les conditions de leur admission ont été définitivement et largement établies.

A la fondation de la société en 1892, on compte 607 adhérentes. En 1894, 1.197. En 1897, 1.827. Leur nombre reste à peu près stationnaire jusqu'en 1904, il atteint alors 2666. A cette époque la Mutualité maternelle accorde ses avantages aux membres des sociétés de secours mutuels et aux ouvrières ou employées de certains établissements industriels ou financiers, moyennant le versement d'une faible cotisation.

Le résultat de cette mesure ne se fait pas attendre, et en 1905, il y a 5.900 mutualistes participantes tandis que 7.000 attendent leur admission, soit 3.000 femmes employées des magasins de l'Hôtel-de-Ville, et 4.000 du Crédit Lyonnais.

Les Sections.

Pour répondre à une aussi vaste extension de l'œuvre, il est créé dans chaque commune du département ou dans chaque arrondissement, à Paris, une section ayant son organisation propre et

comportant un comité local avec son président, vice-président, trésorier, etc., plus une inspectrice qui est la plupart du temps la femme de l'instituteur ou du secrétaire de la mairie (1).

La création de ces sections a été des plus utiles à l'extension et au fonctionnement même de la société.

Elles recrutent facilement des adhérentes dans leur arrondissement ou leur commune. Elles reçoivent leur cotisation, leur envoient leurs visiteuses qui peuvent leur porter certains secours urgents.

De là économie de temps et facilité d'administration.

Jouissant d'une grande indépendance, elles peuvent apporter à l'œuvre certains perfectionnements selon les ressources ou les besoins particuliers de la région.

Nous les verrons s'affilier aux organisations locales de bienfaisance et de charité, telle la section de Vincennes affiliée à la Crèche de M. Drolet, la section d'Issy-les-Moulineaux affiliée à l'Union maternelle.

Ces sections administrées ou patronnées par les personnalités les plus marquantes de la région obtiennent plus facilement l'aide des mutualités, les dons, quelquefois des legs de personnes charitables.

Certaines sections, comme celle d'Asnières, arri-

1. Poussineau. Rapport au Congrès de Nantes, 1906, p. 7.

vent à se subvenir à elles-mêmes, grâce au grand nombre de leurs membres honoraires. L'œuvre mère peut ainsi consacrer plus de ressources à ses branches plus pauvres.

Il était nécessaire de constituer ces sections pour permettre le fonctionnement des Consultations de nourrissons.

Au 1^{er} janvier 1906, avaient des Consultations de nourrissons les sections de : Puteaux, Ivry, Saint-Denis-Nord, Nanterre, Aubervilliers, Charenton, Chaville, Joinville, Maisons-Alfort, Clamart, Bondy, Kremlin-Bicêtre, Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Alfortville. A Paris: Rue Monge, Moulin-Vert (XIV^e), Charonne, La Motte-Picquet, Ménilmontant, Clichy, Billancourt, X^e arrondissement.

Des Consultations de nourrissons doivent être bientôt fondées à Bonneuil, Vanves, Romainville, Rosny, Pantin, Bagnolet, Bry, Pavillon-sous-Bois, Boligny, Noisy-le-Sec, Drancy, Villemomble, Les Lilas, Nogent-sur-Marne, Champigny, Le Perreux, Le Bourget, dans le XIV^e arrondissement.

CHAPITRE III

Fonctionnement

Pour connaître le fonctionnement de la société, et les résultats qu'elle obtient, il nous suffit de suivre chaque membre participante au cours des différentes étapes de sa vie mutualiste.

Toute femme désirant faire partie de la Mutualité maternelle adresse sa demande à la section dont dépend sa commune ou son quartier.

Elle reçoit, remplit et signe une demande d'adhésion dont nous donnons ci-après une reproduction.

Cette femme envoie sa cotisation à sa section, qui la fait parvenir au siège central de la société en même temps que sa feuille d'adhésion.

Il lui est aussitôt remis, en même temps qu'un extrait des statuts de la Mutualité dont elle est maintenant devenue membre participante, un certain nombre de prospectus et de circulaires simples et claires dont elle suivra les indications au moment de sa grossesse.

Une de ces circulaires l'engage à prévenir la société au sixième mois de la grossesse et à se rendre au dispensaire au siège de la société, 52, rue Saint-Sauveur.

Ce dispensaire gratuit a été fondé grâce à une allocation sur les fonds du pari mutuel.

Le service médical y est assuré par deux médecins.

La femme y est soumise à un examen complet. Elle est ainsi renseignée sur l'état de sa grossesse, sur son évolution probable, sur les soins particuliers qu'elle doit prendre, s'il s'agit d'une femme albuminurique ou présentant une viciation pelvienne, ou d'une affection quelconque.

Mais la Consultation gratuite du dispensaire pourrait sembler humiliante à certaines sociétaires, pour d'autres c'est l'éloignement même du siège du dispensaire qui les empêche d'y avoir recours.

La Mutualité a fait appel à la générosité et au dévouement du corps médical. Elle a pu obtenir pour ses membres, sur présentation de leur carte, des réductions de prix considérables auprès d'un grand nombre de médecins.

Les participantes, pendant toute la durée de leur grossesse, et plus tard pour leur enfant, ne paieront les visites à domicile que 2 francs, les consultations chez le docteur que 1 franc.

De même un service médical est assuré permet-

Inscription N°

Séance du.....

La Mutualité Maternelle

Société approuvée par arrêté ministériel du 24 février 1892

CRÉÉE PAR LES

CHAMBRES SYNDICALES DE LA CONFECTION ET COUTURE
DES DENTELLES ET BRODERIES

DE LA PASSEMENTERIE, MERCERIE, BOUTONS ET RUBANS

52, rue Saint-Sauveur



DEMANDE D'ADHÉSION



MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de solliciter mon admission à la Société de **La Mutualité Maternelle** en qualité de MEMBRE PARTICIPANTE.

Après avoir pris connaissance des statuts, je m'engage à me conformer à toutes les conditions qu'ils prescrivent et à verser régulièrement, et en une seule fois, ma cotisation annuelle.

Paris, le.....190

Signature :

1° Noms et Prénoms.....

2° Date et lieu de naissance.....

3° Domicile.....

4° Profession.....

5° Maison où la Sociétaire est employée.....

Le Bureau est ouvert de 9 heures à 4 heures

tant aux sociétaires d'avoir à leur disposition un médecin « d'une sérieuse notoriété » se chargeant de l'accouchement et des soins consécutifs moyennant la modique somme de 50 francs. A Issy-les-Moulineaux toute sociétaire qui a pris soin de prévenir le siège social quinze jours avant son accouchement reçoit gratuitement, si elle le désire, les soins de la sage-femme de la mairie (1).

La société s'est en outre préoccupée d'obtenir une réduction sur le prix des médicaments.

Les pharmaciens dont les noms et les adresses sont affichés au dispensaire, indiqués sur les circulaires, consentent à exécuter :

* Les ordonnances du dispensaire de la Mutualité maternelle avec une réduction de 20 0/0 sur le tarif de la société de la Prévoyance des pharmaciens à l'usage des sociétés de secours mutuels ;

Les ordonnances autres que celles du dispensaire avec une réduction de 10 0/0 sur les prix ordinaires.

Lors de son accouchement la mutualiste prévient, ou fait prévenir par l'intermédiaire de sa section, le siège social, 52, rue Saint-Sauveur.

L'inspectrice du siège social porte immédiatement l'indemnité de la première semaine, cette indemnité est de 12 francs ; elle sera élevée à 15 francs par semaine pour toute participante mère de six enfants

1. Poussineau. Rapp. Nantes, 1904, p. 9.

vivants au moment de la naissance de son septième enfant.

En cas d'accouchement double l'indemnité sera élevée de moitié.

L'inspectrice fait en outre un rapport, et c'est maintenant que nous allons voir son rôle singulièrement s'élargir.

Disons d'abord que ces inspectrices sont toujours des femmes de compétence reconnue, dont l'éducation spéciale a pu être faite ou complétée par les nombreux médecins ou sages-femmes attachées à la société.

Ces dames patronnesses sont en effet les auxiliaires du médecin, de la sage-femme dont elles vont transmettre les observations sur l'accouchement, sur l'état du nouveau-né, sur les besoins spéciaux et immédiats de la mère et de l'enfant.

Elles examinent en même temps le logement de la parturiente, recherchent si les règlements de l'hygiène y sont suffisamment respectés.

Leurs constatations sont souvent bien tristes à cet égard. Sans doute il n'entre guère dans leur rôle de faire apporter quelque amélioration aux pauvres logements de l'ouvrière parisienne, et ce n'est pas la seule bonne volonté de ces admirables femmes qui pourra obtenir ce que ni les règlements ni les lois n'ont pu faire. Cependant nous sommes heureux de reconnaître que quelquefois, sur leurs seules prières, les propriétaires ont bien voulu, à Créteil par exem-

ple, faire disparaître les causes d'insalubrité de leurs maisons.

Ailleurs, à la Plaine-Saint-Denis, des plaintes ont été adressées à la municipalité sur l'extrême insalubrité de beaucoup de logements ouvriers.

L'inspectrice va maintenant s'occuper de l'alimentation du nouveau-né. Elle s'efforce de faire comprendre à la mère l'importance de l'allaitement au sein. Elle lui montre les difficultés et les dangers de l'allaitement artificiel.

Elle lui rappelle qu'une prime de 10 francs lui sera accordée lorsqu'elle aura allaité elle-même son enfant pendant les quatre premières semaines.

Lorsque des difficultés insurmontables s'opposent à l'allaitement maternel : grand état de faiblesse de la mère, nécessité absolue pour elle de travailler à l'usine, etc., c'est l'inspectrice qui contribuera à guider la jeune mère, à lui montrer comment elle doit pratiquer l'allaitement artificiel. Elle lui laissera des « Instructions pour l'allaitement » rédigées par les soins de la société.

Sans doute, ces mesures peuvent paraître bien insuffisantes et nous pourrions répéter avec le D^r Ch. Devé (1) :

« Ces prospectus vous rappellent trop ces publi-

Ch. Devé. *Réflexions critiques sur la puériculture*, p. 51.
Th., Paris, 1903.

cations à bon marché qui traitent de l'acte de se guérir soi-même. Seraient-elles même bien faites qu'elles n'en seraient que plus dangereuses. Chacun aurait la prétention de devenir son propre médecin ou le médecin des autres au grand détriment de la santé publique. Nous sommes intimement persuadé que l'alimentation des enfants ne sera jamais si bien dirigée que par le médecin lui-même. Il y a nécessité absolue à ce qu'on lui présente l'enfant à tous les instants de sa vie. »

C'est pour se conformer à ces principes que la société a créé des Consultations de nourrissons dans la plupart de ses sections.

L'inspectrice va aussi pourvoir à la layette du nouveau-né. Combien de fois aura-t-elle à vaincre les hésitations de la mère qui hésite à lui montrer son dénuement et sa misère ! Beaucoup n'ont point de langes ni de vêtements pour leurs enfants.

La Section de Clignancourt a, la première, songé à faire des prêts de linge aux sociétaires. Son exemple s'est maintenant presque généralisé.

Enfin l'accouchée peut être sans parents, sans entourage capable de lui porter secours. Il lui est fourni gratuitement, sur le rapport de l'inspectrice, une garde-malade qui lui donne ses soins.

Par suite d'une entente avec la Mutualité Maternelle, le Syndicat des infirmiers et infirmières mutualistes de Paris a eu la générosité de créer un vérita-

ble service de garde gratuite pour les accouchées. Il envoie, sur la demande de l'inspectrice, un de ses membres au domicile de l'accouchée. Cette garde-malade va trois heures chaque jour soigner la mère et le nourrisson, au besoin elle vaque aux soins du ménage, prépare le repas du mari et des enfants, en un mot supplée la mère dans ses fonctions domestiques et lui permet de prendre complètement le repos qui lui est nécessaire.

Dans certaines sections enfin, des secours en aliments sont distribués aux mères nécessiteuses.

Nous voyons donc combien est étendu le rôle de bienfaisance que l'inspectrice remplit auprès des mères qui se sont confiées à la Mutualité maternelle.

La lecture de deux rapports d'inspectrices pris au hasard nous montre avec quel zèle ces femmes charitables, au sens le plus élevé du mot, s'acquittent de leur importante mission. (Voir les deux rapports ci-contre).

Les autres visites sont faites par l'inspectrice de la section qui remet en même temps les deuxième et troisième indemnités, égales à la première. Rappelons que les extra-statutaires ne touchent qu'une indemnité moyenne de quinze francs.

Ces visites, qui sont surtout faites pour s'assurer que la sociétaire n'a pas repris son travail, peuvent être renouvelées si l'état de la mère ou de l'enfant nécessite des soins particuliers.

La Mutualité Maternelle

PARIS, 52, Rue Saint-Sauveur, 52, PARIS

STATUTAIRE

A remplir par les DAMES INSPECTRICES

Nom de l'accouchée.	<i>Madame X..., couturière.</i>
Domicile.	<i>à Bellevue.</i>
Maison dans laquelle elle travaille.	<i>chez elle.</i>
Date de l'accouchement.	<i>13 janvier 1903.</i>
Sexe du nouveau-né.	<i>Féminin ; prénom : Marcelle.</i>
A-t-elle d'autres enfants ?	<i>Oui.</i>
Combien ?	<i>7 filles et 2 garçons, dont 4 de la Société.</i>
De quel âge ?	<i>18, 16, 14, 12, 10, 8, 6, 4 et 2 ans.</i>
Que fait le mari ?	<i>Homme de peine.</i>
Combien gagne-t-il ?	<i>5 fr. par jour de travail.</i>
Combien gagne l'accouchée ?	<i>Elle ne peut travailler.</i>
A-t-elle des charges spéciales ?	<i>Non.</i>
L'enfant est nourri au sein par	<i>Sa mère.</i>
L'enfant est nourri au biberon par	

OBSERVATIONS

Accouchement normal. L'enfant est beau, proprement tenu. La santé de la mère est assez bonne.

Elle n'avait personne auprès d'elle et ne peut payer une garde.

Famille vraiment nécessiteuse. Le gain du père est minime et la mère ne peut que vaquer aux soins du ménage.

L'Assistance publique paie les mois de nourrice de l'avant-dernier né, mais en faisant quelques difficultés. Aucun autre secours ne parvient dans la maison.

Le mobilier, très modeste, est proprement tenu ; les vêtements des enfants et de la mère sont raccommodés soigneusement.

A deux reprises différentes, la Société *L'Abri* a payé le terme de ces pauvres gens, mais la dernière demande adressée à cette Société est restée sans réponse ; le dernier terme, de 75 francs, est resté en souffrance.

Le local est humide et malsain mais très propre.

Il serait utile de donner un peu de layette pour le nouveau-né et des vêtements pour les autres enfants en bas âge.

Famille vraiment digne d'intérêt.

1. Cette feuille de rapport a été prise au hasard, dans les nombreux dossiers des participantes de *La Mutualité Maternelle* de Paris.

La Mutualité Maternelle

PARIS, 52, Rue Saint-Sauveur, 52, PARIS

STATUTAIRE

A remplir par les DAMES INSPECTRICES

Nom de l'accouchée.	<i>Madame C., née M... E., chemin des C...</i>
Domicile.	
Maison dans laquelle elle travaille.	
Date de l'accouchement.	<i>10 décembre 1905.</i>
Sexe du nouveau-né.	<i>Masculin, Ernest.</i>
A-t-elle d'autres enfants?	<i>Oui.</i>
Combien ?	<i>Quatre.</i>
De quel âge ?	<i>2 garçons 10 à 2 ans, 2 filles 8 à 4 ans.</i>
Que fait le mari ?	<i>Homme de peine au chem. de fer du Nord</i>
Combien gagne-t-il ?	<i>4 Fr. 75.</i>
Combien gagne l'accouchée ?	<i>Elle ne peut plus travailler.</i>
A-t-elle des charges spéciales ?	
L'enfant est nourri au sein par	<i>Sa mère.</i>
L'enfant est nourri au biberon par	
Poids de l'enfant à sa naissance.	<i>pas pesé.</i>
Poids de l'enf. après la 4 ^e semaine.	

OBSERVATIONS

L'accouchement a été fait par la sage-femme de la mairie, très long et à la suite il y a eu hémorragie, cette femme est épuisée et très faible. L'enfant va bien, il est assez fort. Il y a deux chambres au premier assez grandes, très simplement meublées, assez propres ; le linge de la femme est propre, mais les enfants ne sont pas propres, la personne qui est là pour s'en occuper ne paraît pas très soigneuse, loyer 180 francs. Cette femme a été obligée de quitter son travail il y a deux mois, elle travaillait à la bougie ; mais, trop fatiguée, elle est rentrée à l'hôpital Saint-Denis, elle y est restée un mois et a eu un commencement de fièvre typhoïde et elle ne paraît pas remise, elle aurait besoin de fortifiants.

(La dame visiteuse de la Section dans une visite a trouvé cette femme tellement faible qu'elle a dû lui faire donner quelques aliments réconfortants : elle mourait de faim. Son enfant au sein n'avait pas de lait pour se nourrir. — Après une semaine cette mère a été remise sur pied et au bout de trois semaines son enfant a progressé, et elle-même est tout à fait remise.)

J'ai visité cette famille malheureuse, j'ai trouvé les enfants en bonne santé, la mère fort anémique quoique vaillante, mais la misère est réelle ; je fais des démarches auprès de M. l'Ingénieur dont dépend le mari à la Compagnie du Nord (ateliers des roues du Landy)

D^r HUQUENI.

La quatrième semaine d'indemnité est touchée par l'accouchée au siège social ; une prime d'allaitement de 10 francs lui est accordée lorsqu'elle allaite elle-même, ce qu'on constate en lui faisant donner le sein à l'enfant.

Les accouchées, qui, sans motifs valables et acceptés par le Conseil d'administration, retourneraient au travail avant l'expiration des quatre semaines, sont privées de toute indemnité à partir du jour où le travail aura commencé (art. 22).

Mais le rôle de la Mutualité maternelle n'est pas encore terminé ; elle a voulu continuer sa sollicitude aux enfants dont elle avait protégé la naissance. Obéissant aux principes qu'ont édictés le professeur Budin et ses élèves, elle a fondé, au siège social, un dispensaire pour Consultations de femmes enceintes et Consultations de nourrissons, et dans la plupart des sections des organisations analogues fonctionnent ou sont en formation.

Dans les Consultations de nourrissons, les mères recevront des conseils sur l'hygiène générale de leurs enfants (mode d'habillement, bains, propreté corporelle) et surtout sur l'hygiène spéciale, c'est-à-dire alimentaire, (nombre, durée, intervalle des tétées, lait à employer, façon de le donner, quantité à prendre, façon de procéder au sevrage) : on peut assurer qu'on ne prodiguera jamais trop ces conseils (1).

1. Ch. Devé. Th. 1903. *Réflexions sur la puériculture*, p. 109.

Mais ce ne sont pas les seuls avantages de ces consultations ; il s'établit grâce à elles une émulation entre les mères :

« Quand on réunit à jour fixe, un certain nombre de mères avec leurs enfants, il s'établit forcément des comparaisons et il naît une émulation à laquelle il serait injuste de ne pas faire une part dans les résultats obtenus. »

Le sevrage prématuré peut être encore facilement empêché, du moins le plus souvent retardé.

En surveillant régulièrement la courbe de poids, le médecin pourra surprendre dès le début le plus petit incident qui survient dans l'état de l'enfant.

Au moindre ralentissement d'accroissement, à la plus légère diminution de poids, on pourra soupçonner une faute de la mère dans le régime de son enfant, l'insuffisance ou l'excès du lait maternel, etc...

Ainsi pourront être prévenues et évitées la gastro-entérite, la diarrhée, les dyspepsies infantiles, et d'une façon générale les innombrables affections qui sont si souvent chez l'enfant dues à une mauvaise alimentation.

La Mutualité maternelle ne se contente pas de répéter aux mères les paroles si justes du professeur Budin (1) : « Allez avec votre enfant à tel endroit, on

1. Chavanne. *L'Obstétrique*, II, 1896. « Une année de consultation rue du Chemin-Vert ».

le pèsera tous les huit ou quinze jours et vous saurez s'il va bien ; s'il n'en est pas ainsi on vous donnera les conseils médicaux nécessaires » (1). Pour être plus certaine que les paroles du maître soient entendues, elle a accordé à toute participante venue au dispensaire une fois pendant sa grossesse et au moins une fois toutes les trois semaines, une prime de 5 francs au bout de six mois, et une autre de 10 francs au bout de quinze.

Les rapports annuels de quelques-unes des sections de Paris et du département de la Seine vont nous montrer comment ces règles ont été suivies et quels résultats elles ont permis d'obtenir.

SECTION DE VINCENNES

Le rapport annuel, que nous résumons, a été lu par M. le Dr Pachot le 19 novembre 1905, en réunion publique à Vincennes.

Il s'attache surtout à montrer les résultats de la Consultation des nourrissons de la section de Vincennes.

« La statistique va du 15 avril au 15 octobre. Les femmes inscrites sont au nombre de 159 dont 38 font partie d'un groupe.

Les unes sont statutaires : inscrites dès le début

1. Budin. *Revue philanthropique*, 1902.

de leur grossesse ; les autres extra-statutaires : inscrites quelques mois seulement avant leur accouchement.

Ces dernières sont en grand nombre et il ne pouvait en être autrement au début de la fondation de ce comité à Vincennes.

Sur ces 158 inscrites, 46 sont accouchées, et il y a eu 47 enfants par suite d'un accouchement gémellaire.

Parmi ce nombre :

- 31 ont été nourris au sein exclusivement ;
- 3 au biberon et au sein ;
- 2 au biberon ;
- 4 enfin ont été envoyés en nourrice.

Trois enfants sont décédés dès les premiers jours par suite de faiblesse ou de malformation.

Si l'on défalque ceux des enfants qui sont morts les premiers jours, ou qui sont partis en nourrice, ou qui n'ont pas été amenés par suite de maladie chez la mère, il se trouve que 34 bébés ont été pesés.

À la quatrième semaine le poids de la plupart était au-dessus de la moyenne.

D'après les tables de Sutils et de Variot, l'enfant à la quatrième semaine pèse généralement 3 kgr. 750 et sur les 34 enfants dont nous avons le poids vers le vingt-huitième jour on trouve que :

3	pèsent de.	3 k.	à 3 k. 500
8	»	3 k. 500	à 4 k.
10	»	4 k.	à 4 k. 500
8	»	4 k. 500	à 5 k.
4	»	5 k.	à 5 k. 500

Un pesait 5 kgr. 700, c'est-à-dire près de 2 kilogrammes de plus que la moyenne ordinaire.

Sur 34 enfants 11 sont dans la moyenne, 23 l'ont dépassée.

Sur ces 34 enfants 28 sont revenus :

1	est revenu.	7 fois
1	»	5 fois
1	»	4 fois
5	»	3 fois
7	»	2 fois
13	»	1 fois

Il résulte de ces faits que sur 46 accouchées, il y en a 34 qui ont été suivies, pendant quatre semaines et 17 qui ont été examinées jusqu'au mois d'octobre.

Sur ces 17 enfants on comptait alors que 10 s'étaient élevés au-dessus de la moyenne, que 2 se trouvaient au niveau et que parmi les 5 autres qui étaient du reste comme poids de très peu inférieurs, il fallait compter les 2 jumelles et que les 3 autres n'avaient que 3 à 400 grammes en moins.

Il n'y a eu, sauf les 3 premiers enfants, aucun décès constaté.

Un certain nombre de mères sont venues consulter les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois, soit pour l'enfant le plus jeune, soit pour d'autres enfants.

Huit bébés ont été, sur la demande des parents, vaccinés. Il y en a eu 3 visités à domicile, soit pour la mère, soit pour l'enfant.

Le Dr Pachot a tenu à savoir ce qu'étaient devenus les treize enfants que leurs mères n'avaient pas ramenés.

Il a pu constater, bien qu'à un degré moindre, les mêmes résultats sur ces enfants, résultats qui ne peuvent être dus qu'au repos de quatre semaines pris par la mère.

RAPPORT DE LA SECTION DE CRÉTEIL

(M^{me} Sohier, présidente de la Section de Créteil).

Nos Consultations de nourrissons sont exactement suivies, nous n'avons que des absences causées par des indispositions, et nos bébés augmentent dans des proportions exigées par le docteur.

Nous avons vingt-huit enfants nés de la Société — tous bien portants actuellement, pas un décès depuis février, pas même une maladie grave malgré les chaleurs.

Je me suis surtout occupée après l'alimentation, de *l'hygiène de l'habitation*, j'ai menacé plusieurs propriétaires d'une plainte à la salubrité s'ils ne faisaient pas tout de suite les réparations nécessaires à la santé des locataires : en ce moment j'ai fait une plainte à la mairie de Créteil pour les mêmes raisons, et M. le Maire verra les intéressés.

Les enfants amenés au pesage sont tous très propres : j'ai fait disparaître ces préjugés anciens de ne pas couper les ongles aux petits enfants et de laisser pousser cette crasse si facile à pousser sur la tête des bébés. Nous ne voulons aucune trace de cette croûte répugnante ; aussitôt l'apparition d'une tache, nous en faisons la remarque et cela suffit.

Les mères ne laissent rien à désirer sous le rapport de la tenue, et deux d'entre elles qui étaient connues à Créteil par leur intempérance ont complètement perdu cette déplorable habitude.

C'est une joie pour nos mères de venir à nos consultations ; il y a là, pour elles, une émulation pour tenir soigneusement leur enfant — elles s'intéressent à son poids — c'est pour elles une grande satisfaction quand le bébé a prospéré normalement. — Nous leur délivrons un petit bulletin, sur lequel nous marquons le poids de l'enfant et la date. — Elles sont enchantées de l'emporter.

Le docteur est aidé par trois ou quatre dames de la Section qui sont présentes aux consultations.

M^{me} Geoffroy, la femme du maire, est une des plus assidues.

Hier sur 28 enfants nous en avons eu 26 au pesage et jeudi prochain nous ferons vacciner les dix derniers nés.

Ci-inclus le résultat depuis notre fondation au 1^{er} octobre 1905 (4 mois) :

REÇU		PAYÉ	
70 adhérentes.....	210 fr.	23 indemnités à 25 fr....	575 fr.
Société de Secours Mutuels.	93 »	2 » » 58 »....	116 »
Membres honoraires.....	165 »	1 » » 48 »....	48 »
Membres souscripteurs....	130 »	2 » » 15 »....	30 »
		Secours	5 »
Total.....	598 fr.	Total.....	774 fr.

C'est donc une somme de 176 francs que vous a coûté la Section de Créteil.

C'est peu pour tant de bien autour de nous.

SECTION DE SÈVRES

Réunion générale du 30 juin 1905. — Extrait du rapport de M^{me} Nivard-Vaudray, sociétaire.

Depuis la réunion de novembre dernier la Mutua-lité maternelle de Sèvres a heureusement progressé, nous avons 12 adhérentes à ce moment, nous en avons 48 maintenant.

Parmi nos 48 adhérentes nous avons eu depuis la création de notre section, en juin 1904, 29 naissances. Une seule mère a pu être inscrite assez tôt pour toucher l'indemnité entière, soit 48 francs. Les autres inscrites, étant déjà enceintes, n'ont reçu que les 15 francs alloués aux extra-participantes, somme qui, malgré sa modicité, leur est d'un précieux secours.

Vingt-sept mères ont nourri elles-mêmes leur enfant et reçu par conséquent la prime d'allaitement de 10 francs. 4 enfants ont été élevés au biberon, 2 d'entre eux sont morts, 2 enfants sont mort-nés, ce qui nous fait un total de 4 décès.

Tous les bébés sont surveillés dans les Consultations de nourrissons qui ont lieu tous les quinze jours, le dimanche matin dans cette mairie, grâce au dévouement des D^{rs} Deletie, Duroizel et Ledermann qui nous apportent alternativement le concours de leur science. Pour faciliter la tâche des docteurs, des dames vont à tour de rôle assister à la consultation ; elles pèsent les bébés, inscrivent le poids de chaque enfant sur sa fiche spéciale, voient si l'augmentation de l'enfant est normale ou non et désignent au docteur les enfants qui ont besoin d'un examen médical.

Les mères, qui, d'abord, venaient peu nombreuses à ces consultations commencent à en comprendre les bienfaits et viennent maintenant volontiers.

L'une d'elle est venue quatorze fois de suite et nous avons eu un total de 77 consultations.

Nous donnons gratuitement les remèdes ordonnés, ce qui est très apprécié.

Malgré ces consultations de quinzaine, il serait utile que les mères fussent visitées régulièrement chez elles pendant les deux premiers mois qui suivent la naissance de l'enfant. Quelques-unes, en effet, sont très ignorantes des soins à donner, d'autres enfin sont dans un dénûment qui légitime un secours supplémentaire. C'est dans ce but, Mesdames, que nous faisons appel à vos bonnes volontés...

Nous serions très heureuses aussi, d'avoir quelques-unes d'entre vous pour nous aider les jours de consultations de quinzaine, surtout pendant ces mois d'été où les absences sont nombreuses.

La plupart de nos adhérentes n'ayant reçu qu'une indemnité de 15 francs, nous sommes venues en aide aux plus nécessiteuses par quelque secours en argent ou en nature : layettes, berceaux, etc...

Les cotisations que vous avez bien voulu nous donner, Mesdames, se sont élevées à 210 francs. Voici comment nous avons disposé de ces ressources :

Achat de poids pour le pèse-bébés	}	30 fr. 25
Gratifications au personnel de la mairie		
Impression de feuilles de propagande		
Secours en argent et berceau.		25 fr. 00
Pharmacie.		32 fr. 80

et enfin 50 francs envoyés à la Mutualité maternelle de Paris comme bien légère compensation pour les 700 francs qu'elle a distribués à Sèvres cette année.

Le tout nous donne un total de 155 fr. 55 de dépenses. Pour vivre jusqu'à la fin de l'année il nous reste donc 42 fr. 95.

Ce chiffre, Mesdames, vous en dit assez par lui-même, et nous montre combien nous avons besoin de vos cotisations pour le nouvel exercice 1905-1906. Nous espérons qu'elles ne nous feront pas défaut.

Sur notre exemple, une section de la Mutualité a été créée à Chaville par M^{me} Boudet et une autre est en formation à Bellevue-Meudon. Toute notre région va donc bénéficier des grands avantages de cette œuvre grâce à la générosité de son fondateur, M. Félix Poussineau, auquel nous adressons nos plus sincères remerciements.

En lisant ces rapports nous pénétrons dans les usages les plus intimes de l'association mutualiste.

Nous voyons chaque section animée de sa vie propre, devenir une véritable individualité avec ses moyens d'action particuliers.

Grâce à cette subdivision appropriée à chaque milieu, la Mutualité acquiert une force d'expansion considérable, elle se met plus facilement à la portée des mères qu'elle veut secourir.

Les directrices ou les inspectrices des sections con-

naissent les participantes qu'elles assistent, elles acquièrent vite auprès d'elles une autorité morale qui élève leur rôle et le rend plus facile.

Les mères viennent, confiantes, vers ces femmes toujours prêtes à écouter leurs plaintes, à pourvoir à leurs besoins par tous les moyens dont elles disposent.

Ce n'est pas seulement du jour où elle a étendu son action à toutes les femmes du département de la Seine que la Mutualité maternelle de Paris a vu rapidement augmenter le nombre de ses affiliées, il lui a fallu pour cela se décentraliser. C'est ce que les statistiques vont nous montrer (Voir p. 68 et 69).

Les ressources de la Mutualité maternelle.

Il nous faut maintenant étudier les ressources dont la Mutualité dispose pour secourir ces mères dont le nombre va sans cesse croissant.

L'article 13 des statuts spécifie que les fonds nécessaires au fonctionnement de la société sont obtenus :

1° Par la cotisation de 3 francs par an payable par les participantes ;

2° Par la cotisation annuelle de membres souscripteurs ;

3° Par le versement annuel et minimum de 20 fr. des membres honoraires ;

4° Par le versement unique de 300 francs, effectué par les membres honoraires perpétuels ;

5° Par le versement d'une somme de 1000 francs, effectué par les membres bienfaiteurs ;

6° Par les subventions des sociétés ou groupes adhérents ;

7° Par les allocations qui pourront être accordées par l'Etat, par le Conseil municipal, le Conseil général de la Seine, par les Chambres syndicales, etc. ;

8° Par le produit des fêtes, tombolas, etc., organisées au profit de l'œuvre ;

9° Par les dons et legs dont l'acceptation a été approuvée par l'autorité compétente.

Il sera loisible aux ouvriers et employés des deux sexes de devenir membres honoraires en versant au minimum 1 à 5 francs par an.

En nous reportant au budget de l'année 1904 nous verrons dans quelles proportions ces différentes sources alimentent la caisse de la Mutualité :

Donateurs.....	3440	fr. 05
Souscripteurs.....	3380	
Subventions.....	2400	
Bienfaiteurs.....	1000	
Membres honoraires perpétuels.....	300	
Membres honoraires annuels.....	4118	
Donateurs à notre caisse de secours.....	1144	75
Participantes.....	4425	
Groupes.....	500	
Amendes.....	49	55
Intérêts aux dépôts et consignations.....	3439	15
Réalizations sur mobilier.....	550	
Amortissement mobilier.....	300	
	25.025 fr. 50	

MUTUALITÉ MATERNELLE

ÉTAT STATISTIQUE

ANNÉES					
1892	Statutaires..... Extra-statutaires..... (2 couches doubles)	14 80	103	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1893	Statutaires..... Extra-statutaires..... (3 couches doubles)	125 118	243	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1894	Statutaires..... Extra-statutaires..... (2 couches doubles)	102 173	335	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1895	Statutaires..... Extra-statutaires..... (6 couches doubles) (1 couche triple)	215 337	552	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1896	Statutaires..... Extra-statutaires..... (7 couches doubles)	220 453	682	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1897	Statutaires..... Extra-statutaires..... (6 couches doubles)	287 335	622	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1898	Statutaires..... Extra-statutaires..... (1 couche double)	303 86	479	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1899	Statutaires..... Extra-statutaires..... (6 couches doubles)	303 28	331	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1900	Statutaires..... Extra-statutaires..... (8 couches doubles)	205 61	326	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1901	Statutaires..... Extra-statutaires..... (2 couches doubles)	239 96	335	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1902	Statutaires..... Extra-statutaires..... (2 couches doubles)	200 110	310	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1903	Statutaires..... Extra-statutaires.....	251 115	366	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
1904	Statutaires..... Extra-statutaires..... (2 couches doubles)	205 180	385	Mort-nés..... Fausses couches.. Non viables.....	
	TOTAUX.....		5.069		

2, RUE SAINT-SAUVEUR, PARIS

DES ANNÉES 1892 A 1904

ENFANTS VIVANTS	ENFANTS NOURRIS AU SEIN	ENFANTS NOURRIS AU BIBERON	Enfants décédés dans l'année	
			Nombre	o/o
93	68	25	8	10 o/o
225	165	60	22	10 o/o
310	235	75	29	9 1/2 o/o
507	410	97	55	11 o/o
631	533	98	38	6 o/o
581	482	99	28	5 o/o
434	361	73	20	4 1/2 o/o
302	241	61	18	6 o/o
304	243	61	17	6 o/o
302	251	51	19	6 o/o
275	213	57	16	5.818 o/o
323	268	55	18	5.57 o/o
358	308	50	18	5.03 o/o
4.645	3.778	862	306	

NOMBRE DES PARTICIPANTES par année

Au 31 décembre 1892..	607
— 1893..	815
— 1894..	1.197
— 1895..	1.457
— 1896..	1.912
— 1897..	1.827
— 1898..	1.705
— 1899..	1.418
— 1900..	1.335
— 1901..	1.358
— 1902..	1.308
— 1903..	1.765
— 1904..	2.669

RÉSUMÉ

Indemnités accordées à	5.069 sociét.
2.888 Statutaires....	
Secours accordés à 2.181 Extra-Statutaires....	
Mort-nés	166
Non viables	65
Fausse-couches....	257
Enf. nourris au sein...	3.778
— biberon...	862
Décès 306 = moyenne 6 o/o	
Si on prend comme taux de mortalité 30 o/o, c'est 1.216 enfants sauvés de la mort.	

A ces recettes il faut joindre à l'actif de la société 77.531 fr. 30 à la Caisse des dépôts et consignations.

Les participantes et les groupes, c'est-à-dire les sociétés mutuelles affiliées, n'ont versé que 4.925 fr. sur un total de recettes de 20.025 fr. 50.

C'est que la Mutualité a ce caractère particulier et essentiel que les cotisations y sont aussi minimales que possible, car il importe que toutes les mères pauvres y puissent adhérer, aussi est-il indispensable de faire un pressant appel aux mères plus fortunées (1).

La société doit attendre beaucoup des membres honoraires, des membres bienfaiteurs et de tous ceux que la question de la maternité et de l'enfance intéresse.

L'Etat, les départements, les communes donnent leur appui financier à une œuvre si utile.

Nous citerons pour conclure ces paroles réconfortantes du fondateur de la Mutualité (2) :

« Je dois vous déclarer ici, en m'appuyant sur une expérience de treize années pratiquée à Paris, en même temps que dans le village de Dammarie-les-Lys, qu'il n'y a pas lieu de craindre de voir les fonds manquer dans l'œuvre de la *Mutualité Maternelle*.

1. Pierre Lacroix. p. 30, in : *Notions indispensables de Mutualité*.

2. Poussineau. Rapport lu au Congrès de Nantes, p. 23.

« Le geste d'une si haute charité qui secourt une mère et son enfant nouveau-né a toujours été compris et aidé des nombreuses personnes dont s'honore chez nous l'assistance privée. Je dois même dire que si, bien à tort, les legs ne viennent pas très abondants aux sociétés de secours mutuels, les Mutualités maternelles, au contraire, sont l'objet des dons les plus généreux et les plus répétés. J'ai eu déjà plusieurs fois la très haute satisfaction de recevoir pour la mutualité maternelle des legs allant de 5 à 10.000 fr. et même 25.000 francs. »

Les dépenses.

Pour cette même année 1904 les dépenses ont été ainsi réparties :

a) Indemnités sur statutaires.....	9928 fr.	
Indemnités sur extra-statutaires.....	2660	
Indemnités sur groupes.....	384	
Primes d'allaitement sur statutaires.....	1520	
Primes d'allaitement sur extra-statutaires	1300	
Primes d'allaitement sur groupes.....	40	
Secours particuliers.....	554	
Service médical.....	3505	60
Inspections de surveillance au repos.....	1847	90
Total	21.739	50

b) Propagande et imprimés.....	1170	70
Extension des sections et groupes.....	1919	70
Frais généraux (personnel, loyer, gaz)....	5609	65
Total.....	8.700	25
	21.739	50
Dépenses totales.....	30.439	75

Nous voyons que 8.700 fr. 25, sur une somme totale de 30.439 fr. 75, ont été consacrés aux frais généraux, de l'administration et à la propagande.

La plus grande partie, 21.739 francs, des ressources a été employée à l'assistance des membres participantes.

Sans doute plus du quart des revenus ont été dépensés sans profit pour les mutualistes ; mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit du budget de la Mutualité centrale qui supporte à peu près seule les frais d'administration et de propagande générales. Quatre employés à 1200 francs avec un loyer de 1500 francs pour le siège social et le dispensaire suffisent d'ailleurs à tout.

En province et même dans le département de la Seine, les budgets des sections sont encore plus significatifs : presque toutes les sommes reçues sont directement employées à l'aide mutuelle des mutualistes : indemnités aux participantes, primes d'allaitement,

secours particuliers aux mères malades ou chargées d'une nombreuse famille.

Les frais d'administration sont nuls ou insignifiants : à Dammarie-les-Lys, les seuls frais consistent dans les appointements du secrétaire, qui fait tout le service de la comptabilité et de la perception des cotisations. Il se contente pour cela d'une rémunération annuelle de 100 francs (1).

Les dépenses qu'entraîne l'installation de la Consultation des nourrissons sont généralement des plus minimes :

Le local sera trouvé à la mairie de la ville ou du village ;

Le matériel : poids, pèse-bébés, cuvettes métalliques, est fort peu coûteux.

Nous ne connaissons guère de société de bienfaisance et de mutualité dont l'administration soit aussi économique et qui, avec des ressources aussi restreintes, arrive à donner de pareils résultats.

1. Poussineau. Rap. lu au Congrès de Nantes, 1904, p. 3.

CHAPITRE IV

Les Mutualités maternelles de Province

De nombreuses Mutualités maternelles se sont fondées en province sur le modèle de la Mutualité de Paris. Leur nombre et leur importance s'accroissent chaque jour, ce qui s'explique facilement si l'on considère les heureux résultats obtenus par la Mutualité parisienne, la facilité avec laquelle peut être créée sur son modèle une Mutualité provinciale.

Pour fonder une Mutualité maternelle, nous dit M. Poussineau (1), il faut tout d'abord :

Etablir les statuts et les faire approuver par le préfet du département, fixer l'indemnité qui peut varier selon les localités, la prime d'allaitement peut rester invariablement à 10 francs.

Le taux de la cotisation des sociétaires étant minime, les ressources de la société seront assurées par des membres honoraires, subventions municipales, etc.

On devra former un conseil d'administration composé de quinze à vingt membres pris sur place, dans toutes les

1. Poussineau. Rap. Congrès de Nantes 1904, p. 22.

classes de la société, afin d'exclure dès le premier moment, toute idée de tendances politiques ou confessionnelles.

C'est à ce premier groupement de « fondateurs » qu'incombe la tâche de recruter, chacun dans ses relations personnelles, les membres honoraires qui assureront le fonctionnement de l'œuvre.

Les membres honoraires seront recrutés dans toutes les classes de la société, même parmi les ouvriers, surtout si le minimum de la cotisation est modeste.

Un comité de dames patronnesses sera facilement trouvé, des dames visiteuses iront au domicile de l'accouchée leur porter quelque bonne parole de consolation et d'encouragement.

Il faudra établir un dispensaire en y annexant une Consultation de nourrissons.

Cette consultation doit être avant tout une école d'allaitement, son organisation sera donc très simple.

Il faudra faire appel au dévouement du corps médical qui devra diriger ces consultations.

Le médecin sera assisté par des dames patronnesses, dans les villes ; dans les villages ce rôle reviendra le plus souvent à la femme de l'instituteur, à l'institutrice qui pèsera les enfants ; inscrira sur un registre spécial, à côté de la courbe de poids, les observations du médecin.

L'organisation matérielle de la consultation sera différente à la campagne ou à la ville.

A la campagne. — Une seule salle suffira pour l'installation de cette consultation ; inutile de créer des salles d'attente ou d'isolement : tout le monde se causant, les épidémies sont rares, la contagion n'est guère à redouter.

Cette salle sera facilement trouvée à la mairie, on choisira une pièce facile à aérer et à chauffer, bien éclairée.

Le matériel : Un pèse-bébé, placé de préférence près du foyer, recouvert d'une feuille de papier qui sera changée après chaque enfant ;

Des poids ;

Un registre.

A la ville. — L'organisation se complique surtout si, à la consultation, on adjoint, comme on sera souvent obligé de le faire, une Goutte de lait.

Inutile à la campagne où l'allaitement au sein est presque exclusif, où le lait peut se trouver facilement, la création d'une Goutte de lait sera souvent nécessaire à la ville.

Le local devra se composer si possible de trois pièces :

« Une salle d'attente bien aérée et assez vaste pour contenir le nombre habituel de personnes qui fréquentent la consultation ;

« Elle a pour tout mobilier des bancs et des chaises ;

« Une salle de pesage et d'examen ; elle est meublée d'une table, sur laquelle se trouve la balance, d'une

autre table, qui sert au médecin et à ses aides pour écrire, et de quelques sièges ;

« Une salle affectée au lait et à sa distribution. » Nous n'entrerons pas dans les détails d'aménagement de cette salle dont la disposition variera selon que le lait distribué sera stérilisé d'avance ou sur place.

Lorsque toutes ces mesures seront prises, lorsque la somme annuellement nécessaire au fonctionnement de la Mutualité maternelle est assurée, il sera facile de recruter des membres participantes.

Il est bien évident que les mutualités ne recevront guère au début que des participantes extra-statutaires :

« Il est bon et humain, pendant les deux premières années, de faire participer aux secours toutes les mères, sans exiger d'une façon rigoureuse les neuf mois d'inscription préalable réglementaire, mais, après deux années d'existence, toutes les femmes du rayon où fonctionne la Mutualité maternelle en connaissent l'existence, et les indemnités ne doivent plus être distribuées que dans les conditions fixées par les statuts. » (1)

Nous savons combien est facile la distribution de ces indemnités.

L'administration des Mutualités de province est facile, elle sera généralement fort peu coûteuse : nous avons cité l'exemple de Dammarie-les-Lys.

1. Gasse. Thèse, Paris, 1906, p. 60.

Poussineau. Rapport lu à Nantes en 1906, page 23.

La Mutualité maternelle de Dammarie-les-Lys
(Seine-et-Marne)

La première Mutualité maternelle de province a été fondée à Dammarie-les-Lys par M. Poussineau (1), en 1894. Cet éminent philanthrope allait réaliser là une expérience sociologique du plus haut intérêt.

« Dammarie-les-Lys est un petit village de 1600 habitants : la population féminine y est en partie agricole et en partie ouvrière, comme dans la plupart de nos campagnes. En raison même de la population restreinte, l'expérience ne devait laisser dans l'ombre aucun des éléments susceptibles d'en faire apprécier les résultats.

« Les tableaux de statistiques, qui résument clairement toutes les phases de cet essai, ont pu être établis avec la plus rigoureuse exactitude, grâce à ce que toutes les femmes d'ouvriers de Dammarie-les-Lys font partie de la Mutualité maternelle, et que, d'autre part, les registres de l'état civil sont plus faciles à consulter pour une petite localité que dans une agglomération importante. » (2).

1. Poussineau. Rap. lu à Nantes, p. 21.

2. Poussineau, *loc. cit.*, p. 14.

L'étude comparée des chiffres officiels de l'état civil pendant la première période de fonctionnement de la Mutualité et de ceux d'une période antérieure équivalente, nous donne les résultats suivants :

Années	Habitants	Naissances	Nombre de décès de 1 à 30 jours
—	—	—	—
1887	1447	27	4
1888	—	33	3
1889	—	32	1
1890	—	23	
1891	—	28	2
1892	—	29	5
1893	—	27	1
	Totaux.	199	16

Moyenne annuelle des décès de 1 à 30 jours

Pour 1.000 habitants 1,6 o/o

» 100 naissances 8 o/o

En 1894 la Mutualité maternelle est fondée :

Années	Habitants	Naissances	Nombre de décès de 1 à 30 jours
—	—	—	—
1894	1552	27	1
1895	—	31	1
1896	1683	33	3
1897	—	34	1
1898	—	53	2
1899	—	39	1
1900	—	35	2
	Totaux	258	11

Moyenne annuelle des décès de 1 à 30 jours

Pour 1.000 habitants	1 0/0
» 100 naissances	4 0/0

Cette moyenne n'est que de 2 0/0 pour les pupilles de la mutualité maternelle.

Si l'on compare le nombre des naissances relevées pendant les sept années qui ont précédé la création de la Mutualité et celui des années qui ont suivi : les chiffres indiquent une augmentation de 24 0/0 dans les naissances pour la seconde période, tandis que la population augmentait de 15 0/0 ; en même temps, la mortalité infantile abaissait sa moyenne de 50 0/0.

« Ces résultats (1), si merveilleux qu'ils semblent, sont cependant bien facilement explicables : les femmes, ayant moins à redouter la crise de la maternité, rétablies chaque fois par un repos réparateur, certaines d'une assistance qui n'est pas humiliante, ne voient plus la venue d'un nouvel enfant comme un surcroît de charges et une cause directe de misère. »

C'est surtout dans un village où il est si facile de suivre chaque famille dans son évolution que ces sentiments sont facilement constatables. Eux seuls d'ailleurs expliquent les résultats obtenus et relatés dans la statistique de la mortalité infantile de Dammarie-les-Lys qui donne le tableau suivant :

1. Poussineau. Rapport de Nantes, 1904, p. 15.

COMMUNE DE DAMMARIÉ-LES-LYS (Seine-et-Marne)

STATISTIQUE DE LA MORTALITÉ INFANTILE

ANNÉE	POPULATION DE LA COMMUNE	Nombre des Naissances		Décès de 0 à 30 jours		Décès de 1 à 12 mois		Décès de 1 à 7 ans.		Décès de 7 à 10 ans.	
		Non Mutualistes.	Mutualistes.	Non Mutualistes.	Mutualistes.	Non Mutualistes.	Mutualistes.	Non Mutualistes.	Mutualistes.	Non Mutualistes.	Mutualistes.
1894		19	8	»	4	3	»	»	»	»	»
1895		16	15	»	1	3	»	1	»	»	»
1896	1683 habitants.	18	15	2	1	»	»	1	»	»	»
1897		15	19	1	4	2	2	2	»	»	»
1898		28	31	1	6	3	»	2	»	»	»
1899		16	23	1	1	1	»	»	»	»	»
1900		22	13	»	»	2	1	1	»	»	»
1901	1734 habitants.	12	17	1	1	1	1	2	1	»	»
TOTALS		146	141	6	18	12	12	8	8	0	0
Rapport 0/10 des décès au nombre des Naissances.				4.50 0/0	10.5 0/0	8 0/0	7 0/0	5.7 0/0	1 0/0	»	»

NOTA. — Il faut remarquer que les enfants non mutualistes appartiennent à des familles aisées, où ils reçoivent de bons soins tandis que les enfants mutualistes appartiennent à des familles nécessiteuses où quelquefois les soins nécessaires manquent.

Si cette statistique suit l'enfant jusqu'à la dixième année, c'est qu'il nous a semblé que l'action bienfaisante de la Mutualité maternelle ne s'étendait pas seulement sur les nouveau-nés, mais que, par suite des conseils donnés aux mères dans la visite de nos inspectrices, etc., nous apportions chez nos sociétaires des encouragements et un bien-être moral dont bénéficient aussi les enfants plus âgés.

« La Mutualité maternelle nous procure l'agréable surprise de trouver dans la classe ouvrière, une mortalité infantile inférieure à celle des classes aisées et pour les années 1902 et 1903 qui ne figurent pas sur notre tableau, l'état civil de Dammarie ne porte pas un seul décès d'enfant de zéro à dix ans chez les mutualistes. » (1).

La Mutualité maternelle de Lille.

La Mutualité maternelle de Lille a été fondée par M. Foubert; elle s'inspire, dit son créateur, des principes de la Société de charité maternelle. Cette société qui date de 1784 « assiste les mères au moment de l'accouchement et pendant les suites de couches et elle favorise l'allaitement au sein. » (2).

1. Poussineau. Rapport lu au Congrès de Nantes, p. 17.

2. Casalès Théodore. Thèse, 1905, p. 132. — Budin. « La mortalité infantile de 0 à 1 an ». *L'Obstétrique*. Janv. 1903, p. 36.

Tel est le mode de fonctionnement de la Mutualité de Lille, résumé par M. Casalès, d'après les renseignements que lui a fournis M. Foubert :

Toute personne admise comme sociétaire participante verse une somme de 1 fr. 50 représentant le droit d'entrée et le coût du livret.

Les participantes sont divisées en trois catégories. La première catégorie comprend celles qui versent une cotisation mensuelle de 0 fr. 75.

Elles reçoivent chaque semaine pendant les quatre semaines qui suivront immédiatement la naissance de l'enfant une indemnité de 18 francs, soit 3 francs par jour ouvrable.

Si elles allaitent elles-mêmes leur enfant, elles recevront une prime d'allaitement de 20 francs.

En cas d'accouchement double l'indemnité sera portée à 25 francs.

La deuxième catégorie comprend celles qui versent une cotisation mensuelle de 0 fr. 50.

L'indemnité hebdomadaire sera de 15 francs ou de 2 fr. 50 par jour ouvrable.

La prime d'allaitement sera de 17 francs.

En cas d'accouchement double l'indemnité hebdomadaire sera portée à 20 francs.

La troisième catégorie comprend celles qui versent une cotisation mensuelle de 0 fr. 25.

L'indemnité hebdomadaire sera de 12 francs ou 2 francs par jour ouvrable.

La prime d'allaitement sera de 16 francs.

La Mutualité maternelle accepte comme extra-statutaire toute femme ne s'étant pas faite inscrire un an avant son accouchement. Dans ce cas l'indemnité est réduite à 5 ou 10 francs par semaine et la prime d'allaitement à 10 francs.

Enfin la Mutualité maternelle promet une allocation annuelle de rente après quinze années de sociétariat à l'âge de cinquante ans, dans la proportion du nombre d'enfants mis au monde.

Comme son aînée parisienne, la Mutualité de Lille admet que les sociétés de secours mutuels, les établissements industriels et les maisons de commerce employant des femmes les fassent inscrire comme membre participante aux conditions suivantes :

Dans les sociétés de secours mutuels, les femmes de leurs membres actifs ;

Dans les établissements industriels et les maisons de commerce tout le personnel féminin.

Article premier.— Les adhérentes devront être présentées par groupe d'au moins 25 sociétaires. L'inscription d'un groupe donnera lieu au versement d'un droit d'entrée unique de 1 fr. 50, si toutes les sociétaires présentées sont inscrites dans la même catégorie, cette inscription n'exigeant qu'un seul livret ; mais si les membres proposées sont reportées dans deux ou

trois catégories le droit d'entrée sera payé pour chaque catégorie demandée.

Art. II. — Il sera payé en outre, conformément aux statuts, par les sociétés et les établissements industriels ou commerciaux qui proposeront l'inscription des sociétaires participantes, une cotisation honoraire annuelle de 1 franc par sociétaires inscrites, avec un maximum de 5 francs par an.

Les résultats des dix années écoulées (1894-1903) se résument ainsi :

215 indemnités statutaires.

59 secours extra-statutaires.

et pour ces 274 naissances, 205 primes d'allaitement.

Sur ces 274 naissances il y a eu 16 décès. La mortalité s'est donc abaissée de la moyenne habituelle 28 o/o à 6 o/o.

A quelques détails près la Mutualité maternelle de Lille est analogue à son aînée de Paris. En élevant le taux de la cotisation des membres participants elle peut leur donner des indemnités plus élevées ; elle accorde aux participants de la première catégorie une prime de 72 au lieu de 48 francs, une prime d'allaitement de 20 francs au lieu de 10 francs, mais si l'on considère que la cotisation demandée est triple on doit reconnaître que cette augmentation des primes n'est qu'apparente.

La création d'une véritable caisse de retraites

pour les mères mutualistes est beaucoup plus intéressante. C'est là une nouvelle prime pour la maternité puisque l'importance de la rente servie sera « en proportion du nombre d'enfants mis au monde ».

L'avenir seul pourra donner sa sanction à cette innovation si heureuse et si originale.

La Mutualité maternelle de Vienne et de l'Isère.

La Mutualité maternelle de Vienne a été fondée en juillet 1894 par M. Francisque Bonnier, industriel à Vienne : « Cet homme d'intelligence et de bien, s'inspirant du grand exemple donné par la Mutualité de Paris, sut grouper autour de lui une phalange de gens de bien, leur communiquer l'ardente conviction qui l'animait et obtenir avec les capitaux nécessaires les plus hauts et les plus utiles patronages. Cent trente membres bienfaiteurs ou donateurs apportent un premier fonds social de trente mille francs; mille braves travailleurs se font inscrire comme membres honoraires et l'existence de la société est assurée. » (1).

Sont admises comme participantes de la Mutualité

1. Dr Vivien. « L'Œuvre de la Mutualité maternelle de l'Isère à Vienne ». *Revue philanthropique*, 10 décembre 1904.

les femmes domiciliées à Vienne depuis au moins un an et travaillant dans une des industries suivantes : fabrique d'étoffes de laines, tissage des soieries, fabriques de feutres pour chapellerie, couture, confection. Pour avoir droit aux avantages de la Mutualité, il faut en faire partie depuis au moins neuf mois.

Comme nous le voyons, la Mutualité de Vienne n'admet pas de membres participants extra-statutaires, elle réserve ses bienfaits aux seules ouvrières d'usine ou d'industrie. Mais il faut ajouter que Vienne est une ville industrielle, que d'autre part, si le dispensaire de la Mutualité est réservé aux seules mutualistes, la Consultation de nourrissons, récemment créée, est ouverte à tous les enfants.

« Le siège social est situé Port-de-l'Ecu, n° 7, au centre de la ville : ce local occupe le premier d'une maison donnant sur le quai du Rhône et toutes les pièces sont desservies extérieurement par un balcon qui a facilité l'aération. La salle d'attente avec un bureau vitré pour la dame inspectrice, est une grande pièce située à l'entrée ; donnant accès à cette salle se trouvent différentes portes qui la font communiquer avec la salle du dispensaire, à sol cimenté, à murs peints au ripolin, avec une pièce permettant la distribution du lait stérilisé, avec l'appartement de la dame inspectrice. Le local est ouvert aux sociétaires tous les jours de l'année, la matinée entière. Il est question de l'agrandir : déjà une pièce vient d'être

mise en état prête à recevoir quelques berceaux. » (1).

La Mutualité maternelle assure la défense de la mère et de l'enfant « par la coopération pécuniaire qui a pour base l'effort spontané de l'individu indépendant et libre ».

La prime annuelle de 3 francs donne droit : à l'indemnité hebdomadaire de 12 francs le premier mois ; à des objets de layette et à un livret à la Caisse d'épargne de 2 francs au nom de l'enfant ; le troisième mois, l'allaitement au sein comporte une allocation de 20 francs, et au sixième mois la présentation régulière de l'enfant à la Consultation de nourrissons donne lieu à une dernière prime de 5 francs qui élève à 75 francs la somme que toute mère nourrice a le droit d'obtenir. Toute sociétaire est ainsi la nourrice payée de son enfant (2).

Un dispensaire a été créé dès le début. Il est dirigé depuis dix ans par le Dr Vivien (3) qui n'a cessé de prodiguer son temps et ses soins aux membres de la Mutualité.

Ce dispensaire gratuit est ouvert aux membres participantes et aux membres honoraires : femmes et enfants seulement. Les consultations ont lieu le jeudi et le dimanche, le matin à 9 heures.

1. Dr Vivien, *loc. cit.*

2. Dr Vivien, *Revue philanthropique* du 10 décembre 1904.

3. Dr Vivien, *La consultation de nourrissons de la Mutualité maternelle de Vienne pendant l'année 1904-1905.*

« Pendant la grossesse la femme reçoit les conseils que comporte son état et, après l'accouchement, les suites de couches sont traitées sans retard. Des registres permettent depuis dix ans de suivre les sociétaires et de reconstituer aisément leur histoire médicale. »

Les statistiques suivantes très soigneusement établies par le Dr Vivien (1) vont nous montrer le succès qu'a obtenu cette fondation, les services considérables qu'elle a rendus à la population ouvrière de Vienne.

Il a été donné au dispensaire, depuis un certain nombre d'années, 3.711 consultations gratuites ainsi réparties :

	1894-95	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Maladies utéro-ovariennes	67	105	38	72	50	51	86	21	89
Grossesses		30	31	45	22	19	40	48	33
Maladies de l'appareil respiratoire.	50	21	25	48	44	17	43	35	48
Affections diverses	47	29	35	51	85	55	38	59	44
Maladies chez les enfants de 1 à 10 ans.	55	57	98	124	86	176	116	152	302
Opérations de petite chirurgie	26	19	27	37	64	26	93	49	74
Maladies des voies digestives		20	26	30	21	22	17	25	40
Divers		25	141	40	21	29			58
	245	306	421	447	393	395	433	383	688

1. Dr Vivien. *Revue philanthropique*, déc. 1904, loc. cit.

Pendant ces huit années il a été donné au dispensaire 1.556 consultations pour maladies d'enfants dont 1.000 pour enfants âgés de moins de six ans.

Le dispensaire a été quelquefois une véritable Consultation de nourrissons : « Les mères gardant leurs enfants éprouvent le besoin d'une surveillance médicale, et la Mutualité maternelle facilite les soins nécessaires au premier âge. »

Un service de vaccination a été organisé en 1899.

« Depuis cette époque 127 enfants ont été présentés et vaccinés, dont 65 en 1903. Le chiffre de cette année indique que le service fonctionne régulièrement et donne lieu aux observations suivantes : sur 65 enfants, 30 étaient nourris par leur mère et 3 par des mercenaires ; les autres étaient à la bouteille et 17 d'entre eux l'étaient chez les parents.

La Mutualité maternelle de Vienne a élargi et complété son œuvre bienfaisante en ouvrant le 1^{er} mai 1904 une Consultation de nourrissons : la seule existant dans cette ville, nous dit le D^r Vivien (1), son fondateur.

Cette consultation est ouverte aux mutualistes ; en outre le D^r Vivien (2) qui est chargé de la surveillance des enfants placés en nourrice admet à la consulta-

1. Vivien. *Revue philanthropique*, décembre 1904, *loc. cit.*

2. Vivien. « Six mois de pratique d'une consultation de nourrissons », *L'Obstétrique*, 15 novembre 1904.

tion « les nourrices au sein ou à la bouteille ayant enfants en garde moyennant salaires ».

« Les sociétaires de la Mutualité se sont rendues avec plus d'empressement que les nourrices en surveillance : les Mutualités maternelles préparent donc le terrain aux Consultations de nourrissons en facilitant leur action et doivent être encouragées dans tous les centres ouvriers. »

Les séances ont lieu tous les quinze jours : le premier et le troisième mardis de chaque mois. Les enfants sont présentés à deux heures sauf les mois d'été où, par suite des chaleurs, la consultation n'est ouverte qu'à quatre heures. Le local qui y est réservé se compose de trois pièces qui ne servent qu'à la consultation. Les pesées ont lieu sous la direction de la dame inspectrice, aidée par une infirmière.

En principe, les enfants dont le développement est normal sont présentés une fois par mois ; les autres le sont tous les quinze jours. Les enfants malades en sont exclus ; à ces derniers le dispensaire de la Mutualité maternelle est ouvert deux fois par semaine toute l'année. Un registre consigne l'observation médicale de chaque enfant et une fiche permet de suivre les pesées régulièrement.

73 enfants ont fréquenté la consultation au cours des six premiers mois, 129 ont été inscrits du 1^{er} septembre 1904 au 1^{er} septembre 1905. L'allaitement au

sein a été relevé 78 fois au cours de ces douze derniers mois (1).

Cette consultation a permis au cours de cette dernière année 438 pesées, dont 270 d'enfants élevés au sein, 148 d'enfants élevés à la bouteille et 20 d'enfants soumis à l'allaitement mixte. Ces chiffres donnent la proportion de 61,64 pour 100 d'enfants élevés au sein et présentés à la consultation ; de 33,76 d'enfants à la bouteille et de 4,52 d'enfants à alimentation mixte. Ainsi à une consultation qui est indépendante de tout service hospitalier et où a lieu une distribution de lait stérilisé, on relève la prédominance de l'allaitement au sein comme dans les consultations dites d'accoucheur.

Sur 438 pesées 72 ont été relatives à des enfants ayant besoin d'une direction médicale, soit une proportion de 16 o/o.

MORTALITÉ. — Sur 129 enfants présentés, il y a eu à déplorer huit décès, proportion : 6,20. Leurs causes sont : la broncho-pneumonie (5 fois), la gastro-entérite (2 fois), les convulsions (1 fois). Sur ces huit enfants, cinq étaient élevés au sein et trois à la bouteille. Un seul avait été présenté cinq fois à la consultation ; deux n'y avaient été présentés qu'une fois. Six fois sur huit, l'enfant n'avait pas

1. Dr Vivien. *La consultation de nourrissons de la Mutualité maternelle de Vienne, pendant l'année 1904-1905.*

trois mois. De cette statistique découlent : 1° la faible proportion des décès par maladies des voies digestives ; 2° la mortalité plus fréquente dans les trois mois qui suivent la naissance.

A la consultation est jointe une Goutte de lait, c'est-à-dire une distribution de lait stérilisé.

Le lait stérilisé industriellement à 110 degrés est seul employé ; il provient des montagnes de la Suisse et du Jura et est conseillé additionné de 1/3 d'eau bouillie sucrée jusqu'à la fin du troisième mois. Le lait humanisé (méthode de Backhaus), qui est employé dans les huit premières semaines et lors de gastro-entérite, n'a pas donné lieu à des accidents ; il est employé pur.

Cette distribution de lait stérilisé n'a nullement empêché les mères d'allaiter.

La proportion des enfants élevés au sein est d'environ 60 0/00.

Sur 564 sociétaires participantes, 82 accouchements ont été enregistrés du 1^{er} septembre 1904 au 1^{er} septembre 1905, 38 ont touché ou toucheront la prime d'allaitement.

C'est là un résultat bien remarquable dans une ville où la femme travaille à l'atelier dans la proportion de 42, 5 0/0.

Il est enfin intéressant d'étudier le budget de la Mutualité de Vienne, nous verrons ainsi comment cette Mutualité provinciale a pu mener son œuvre

à bonne fin et la perfectionner sans cesse, avec ses seules ressources.

Voici le compte rendu de l'exercice financier de 1903, exposé à l'assemblée générale du 28 décembre 1904 :

Recettes se sont élevées à fr.....	6.412.31
Comprenant :	
Cotisations des membres honoraires à 12 fr.....	1.412 »»
Cotisations des membres honoraires ouvriers et employés.....	484 »»
Cotisations des sociétaires participantes.....	1.200 »»
Subventions et dons.....	1.453 81
Intérêts du capital à la Caisse des Dépôts et Con-	
signations.....	1.862 50
Total...	6.412 31

Par contre, les dépenses ont atteint le chiffre de 6.553 fr. 09, dont voici l'énumération :

Frais généraux comprenant	{	Appointements de la Dame inspectrice...	{	1.692 64
		Chauffage		
		Eclairage.....		
		Location		
		Menus frais.....		
Dispensaire (entretien et service chirurgical)...		560 45		
Allocations aux Sociétaires participantes.....		4.160 »»		
Timbre Epargne.....		140 »»		
Total des Dépenses....		6.553 09		

L'avoir de la Société au 1 ^{er} janvier 1903 était de.	43.129 83
Nous avons encaissé au cours de l'exercice.....	6.412 31
formant un total de fr.....	49.542 14
En déduisant le montant des dépenses de.....	6.553 09
Il nous restait comme avoir au 1 ^{er} janvier 1904.....	42.989 05
Dont 41.862 50 à la Caisse des Dépôts et Consignations.	
et 1.126 55 en Caisse.	
Total	42.989 05

Les résultats obtenus par la Mutualité maternelle de Vienne confirment la valeur des moyens qu'elle a employés :

Dans une ville industrielle de 22.000 âmes où le métier mécanique appelle la femme à l'atelier, la porportion de l'allaitement au sein s'est maintenue sur le terrain de la mutualité maternelle à 600/0 ; la mortalité infantile a été progressivement abaissée à 6 0/0 ; elle était de 22 0/0 à la fondation de la société.

Des mutualités semblables ont été créées à Roubaix, où une semaine a suffi pour recueillir les fonds nécessaires au fonctionnement de la société ; à Nantes où une seule donation a permis de construire un dispensaire pour la consultation de nourrissons, à Lyon, Nice, Evreux, Annecy, Auxerre, Bordeaux, Brie-Comte-Robert, Saint-Germain-en-Laye, Melun, Dijon.

A Montpellier le professeur Baumel a jeté les bases d'une Mutualité maternelle.

Dans son projet le Dr Baumel souhaite que chaque société de secours mutuel ait sa Mutualité maternelle.

« Il serait ainsi plus facile d'assurer le fonctionnement de celle-ci, en ce qui concerne le versement des cotisations et les visites de l'inspectrice. » (1).

Quant au dispensaire ce serait « un local commun dans lequel on trouverait un outillage commun aussi : layettes, pèse-bébés, couveuses, berceaux, lait stérilisé, flacons, etc., ce qui serait fort économique ».

« Chaque société de secours mutuels participante entrerait pour sa quote-part dans les dépenses. »

La Mutualité maternelle de Montpellier est à l'heure actuelle en voie de préparation.

1. M. Baumel. « De la Mutualité maternelle dans ses rapports avec la mortalité infantile ». Congrès d'hygiène sociale de Montpellier, 19-21 mai 1900.

CHAPITRE V

Les Résultats

Nous pouvons maintenant étudier les résultats que les Mutualités maternelles ont obtenus après douze ans d'existence, douze ans d'efforts et de progrès continus. Nous verrons en terminant que les Mutualités si parfaites qu'elles nous paraissent ont encore une partie de leur tâche à remplir et qu'il leur faudra dans l'avenir assurer le repos des mères avant l'accouchement ; les Mutualités maternelles auront alors complètement résolu le difficile problème de l'assistance maternelle.

Le premier résultat, le plus tangible et le plus important obtenu par la Mutualité maternelle a été la diminution de la mortalité infantile.

Dans les villes où aucune mesure de précaution spéciale n'est prise pour la sauvegarde des nouveau-nés, la mortalité infantile est considérable.

La porportion de la mortalité infantile, dit

M. Strauss (1), est la même que celle de la tuberculose, 150.000 décès par année en France.

Les causes de ce triste état de choses sont multiples : la négligence, l'oubli, plus souvent l'ignorance des règles les plus élémentaires de l'hygiène infantile, l'obligation trop fréquente où se trouve la mère de se séparer de son enfant ; pressée qu'elle est de reprendre son travail la malheureuse mère doit confier son nouveau-né à des mains mercenaires, inexpérimentées souvent, toujours indifférentes.

La première conséquence de cet abandon c'est l'allaitement artificiel avec tous ses dangers, et le nourrisson devient la proie de la diarrhée infantile et des complications de toute espèce à point de départ gastro-intestinal.

« L'enfant acquiert une susceptibilité déplorable aux infections microbiennes...

« L'organisme est livré presque sans défense aux atteintes des maladies qui sont l'apanage de la première enfance : coqueluche, rougeole, variole, scarlatine, érysipèle, diphtérie...

« Voilà pour l'enfance. Mais ce n'est pas seulement chez l'enfant que se traduit la mauvaise hygiène alimentaire du nourrisson. Les mauvais effets s'en font sentir encore chez l'adolescent et dans un âge encore

1. Strauss, *Dépopulation et puériculture*, 1905.

plus avancé, car tel est l'estomac de l'enfant, tel sera l'estomac de l'adulte. »

Dans certaines grandes villes la mortalité infantile atteint les proportions suivantes (1).

A Rouen sur 1000 décès il y en a 251 d'enfants de 0 à 2 ans.

Lille.	294	»
Dunkerque	342	»
Saint-Pol-sur-Mer	509	»

De 1895 à 1899 pour Paris, voici la statistique de la mortalité envisagée pendant la première année d'âge (2) :

En 1895 il est mort 7.665 enfants de 0 à 1 an.

1896	»	6.500	»
1897	»	7.089	»
1899	»	6.564	»

A Nancy d'après la thèse de Zuber il y a eu 10.624 naissances, 9.666 décès dont 2.273 décès d'enfants de 0 à 2 ans.

Sur ces 2.273 décès de 0 à 2 ans il y en a eu :

491	dans le premier mois, soit 215 0/000.
1.380	dans les six premiers mois, soit 607 0/000.
521	de six à douze mois, soit 229 0/000.

La classe ouvrière a fourni 80 0/0 de ces décès

1. Ch. Devé. Th. Paris, 1903, p. 17.

2. Brunon. « Etude sur la mortalité de la première enfance ». *L'Obstétrique*, 1901.

tandis que la classe bourgeoise n'en a que 20 o/o.

MM. Balestre et Gilletta de Saint-Joseph (1) ont établi ainsi la mortalité infantile pour toute la France, en n'examinant que les villes d'une certaine importance.

A Paris il est mort 44.069 enfants de zéro à deux ans, soit une proportion de 143 o/oo.

Dans les 11 premières villes, 59.652 enfants de zéro à deux ans, soit une proportion de 184,73 o/oo.

Dans 47 villes de 30.000 à 100.000 habitants, 55.869 enfants de zéro à deux ans, soit une proportion de 167,25 o/oo.

Dans les villes de moins de 30.000 habitants 132.923 enfants de zéro à deux ans, soit une proportion de 168,13 o/oo.

Si maintenant, écrivent MM. Balestre et Gilletta nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur la mortalité infantile urbaine, nous voyons que, de 1892 à 1897, sur un chiffre d'habitants qui ne comprend que le cinquième de la population totale,

La diarrhée a produit.....	61.337 décès
Les maladies infectieuses.....	7.911 —
Les maladies des voies respiratoires.....	23.485 —
La tuberculose	3.938 —
Total.....	96.671 décès

1. Balestre et Gilletta de Saint-Joseph. *Etude sur la mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France* (chez Doin, édit.).

soit, par année, 16.112 décès. Ces chiffres donnent la proportion de 606,30 pour 1000 décès d'enfants, et ces décès sont tous théoriquement évitables.

« A cette perte il faut ajouter 52.332 décès par débilité congénitale, en moyenne 179 pour 1000 décès.

« Or, des décès par cette cause, M. Budin en a évité les 9/10. Si nous ajoutons ces 9/10, soit environ 160 pour 1000 d'après nos proportions, aux 606 décès dus aux maladies évitables, cela fait 766 décès évitables sur 1.000. Et ce n'est pas fini !...

« Les causes inconnues, les autres causes (convulsions, etc.) nous donneraient encore un bénéfice, de sorte que l'on peut dire que les 3/4 au moins des enfants meurent par notre faute ».

La Mutualité maternelle a-t-elle réussi à lutter victorieusement contre toutes ces causes de mortalité infantile, à éviter le plus grand nombre de ces lamentables décès ?

Les statistiques des différentes mutualités vont nous répondre.

De 1892 à 1905 la Mutualité maternelle de Paris a protégé 3.689 enfants de zéro à un an, 254 sont morts, soit un pourcentage de 6.8.

Dans ces dernières années le taux de la mortalité s'est abaissé à 6 o/o.

A Lille, d'après les statistiques de M. Foubert pour les années 1902 et 1903, la mortalité infantile

qui avant la fondation de la mutualité était de 28 o/o est descendue à 6 o/o.

A Vienne, en Isère, la mortalité jusqu'en 1901 s'abaisse à 10,4 o/o.

Actuellement elle est d'environ 6 o/o.

A Dammarie-les-Lys la mortalité a abaissé sa moyenne de 50 o/o et, fait particulièrement intéressant, la mortalité est plus faible dans la classe ouvrière tout entière mutualiste que dans la classe aisée. Nous voici loin des tristes conclusions des statistiques de Nancy !

La Mutualité maternelle n'a pas fait que sauvegarder la vie de l'enfant, elle lui a préparé une vie meilleure en surveillant son développement physique.

En instituant des Consultations de nourrissons, en favorisant par des primes l'allaitement au sein qu'elle a rendu possible par le repos des quatre semaines, la mutualité continue et achève pendant toute la première enfance son rôle de sauvegarde et de bienfaisance.

Il en résulte pour l'enfant un accroissement régulier de la taille et du poids. Dans la section de Vincennes, par exemple, le Dr Pachot a constaté que la moitié des enfants de mutualistes amenés à la Consultation de nourrissons pesaient 200 grammes de plus que la moyenne.

Pour ce qui est des mères : Le repos des quatre

semaines après l'accouchement leur évite les multiples accidents de la reprise prématurée du travail :

Les ptoses viscérales ;

Les inflammations pelviennes ;

Le surmenage et avec lui la diminution de la résistance aux infections si nombreuses qui menacent l'ouvrière à l'atelier et à l'usine.

Mais l'assistance qu'accorde la Mutualité maternelle aux mères malheureuses n'est pas seulement matérielle, elle est aussi morale.

La femme du monde, la bourgeoise qui vient apporter ses secours et ses consolations à la femme du peuple, à l'ouvrière nécessiteuse, qui vient lui soigner son enfant, lui apprendre à le nourrir, à l'habiller, qui même lui donne la layette de ses propres enfants, accomplit un acte de vraie charité qui est toujours compris.

Le rapprochement de ces femmes, socialement si éloignées, sur le terrain commun de la maternité, supprime les défiances, les timidités ou les rancunes.

Une véritable émulation s'établit aussi entre toutes les mères qui se rencontrent fréquemment à la Consultation de nourrissons, qui se sentent toujours sous la bienveillante tutelle de la Mutualité.

En devenant de meilleures mères, elles deviennent de meilleures femmes. Nous voyons, dans le rapport de M^{me} Lohier, directrice de la section de Créteil, que deux femmes notamment connues pour leur intem-

pérance, se sont radicalement amendées depuis leur incorporation à la Mutualité.

Ce rôle d'assistance et de relèvement matériel et moral, la Mutualité maternelle tient à honneur de l'assurer auprès de toutes les femmes, quels que soient leur religion, leur caste, leur état social, les plus malheureuses lui sont les plus chères.

Les filles-mères trouveront auprès d'elle aide et protection.

« Grâce à l'intervention de la mutualité, les filles-mères ne cherchent plus dans le suicide ou l'avortement un moyen d'échapper à la misère et au déshonneur.

« Elles se souviendront qu'elles appartiennent à la grande famille mutualiste qui n'abandonne jamais ses membres malheureux, et qu'elles peuvent en confiance y demander des conseils et y réclamer un secours auquel elles ont droit et qu'elles peuvent accepter sans humiliation. » (1)

Malgré ces résultats si variés, si encourageants, l'œuvre de la mutualité n'est pas encore complète.

En lisant les statistiques générales de la Mutualité

Mort-nés.....	166
Non-viables.....	65
Fausses couches.....	257
	488

1. Poussineau. Rapport au Congrès de Nantes, 1901, p. 29.

de Paris, pour ne citer que celles-là, nous avons relevé les chiffres suivants :

Il y a eu 4.640 enfants nés vivants, c'est donc un déchet considérable, supérieur au dixième du chiffre des naissances.

Ce déchet pourrait-il être diminué si la Mutualité pouvait étendre sa protection aux femmes avant leur accouchement ?

Il est facile de le démontrer.

De nombreux auteurs l'ont fait d'une façon péremptoire : Letourneur (1) montre dans sa thèse que les femmes qui ont une profession fatigante mettent au monde des enfants moins gros que celles qui ont une profession non fatigante ; que les femmes qui se reposent mettent au monde des enfants d'un poids qui dépasse en moyenne de 220 grammes celui des enfants des femmes ne se reposant pas.

Bachimont (2) arrive à des conclusions analogues : Le poids de l'enfant d'une femme qui s'est reposée deux ou trois mois est supérieur d'au moins 300 grammes à celui de l'enfant d'une femme qui a travaillé debout jusqu'à l'accouchement.

M^{me} Sarraute-Lourié (3), comparant 1550 femmes de l'asile Michelet avec 1550 femmes qui avaient

1. Letourneur. *De l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant* (Th., Paris, 1897).

2. Bachimont. Th., Paris, 1898.

3. Sarraute-Lourié. Th., Paris, 1899.

travaillé jusqu'à l'accouchement, en conclut que chez les premières la grossesse avait duré vingt jours de plus que chez les secondes.

L'influence de la fatigue, des préoccupations, une alimentation insuffisante, du surmenage est désastreuse chez la femme enceinte et suffit à interrompre la grossesse.

Le surmenage crée un état de moindre résistance de tout l'organisme, détermine une auto-intoxication comparable à une maladie infectieuse : la mère souffre et l'enfant se ressent de cette souffrance (1).

Le repos est donc nécessaire à la fin de la grossesse aussi bien dans l'intérêt de la mère que de l'enfant.

Quelle doit être la durée de la période de repos ?

M. Pinard exige trois mois. Il exprime le vœu que « toute femme salariée ait droit à l'assistance nécessaire pour se trouver dans les conditions hygiéniques indispensables dans les trois derniers mois de la grossesse. » (2).

Bachimont (3) demande au moins deux mois : « C'est surtout à partir du sixième au septième mois que l'enfant devient une fatigue par son poids, une gêne par son volume, une cause d'affaiblissement général

1. Curry. Th., Paris, 1898.

2. Pinard. Congrès de Gynécologie et de Pédiatrie (Nantes, 1902).

3. Bachimont. Thèse, Paris, 1858.

par le surcroît de travail qu'il donne aux grands viscères de l'organisme. »

Thiroux demande le même temps.

Mais encore faut-il pendant toute cette période assurer la subsistance de la mère.

Les difficultés financières insurmontables qu'amènerait la solution aussi complète de ce problème ont amené les sociologues que cette question préoccupe à se contenter d'une période de repos de un mois et même de deux semaines.

MM. Franck, Keiffer et Maingie proposent que l'ouvrière cesse « tout travail deux cent soixante-cinq jours après les dernières règles observées. Elle aura dans ces conditions le plus de chances de trouver un repos de quinze jours en moyenne » (1).

Ces auteurs ne doutent pas que ce but ne soit atteint par « un système d'aide mutuelle qui à la fois protège la femme en garantissant sa dignité, et sauve l'enfant ».

M. Foubert entrevoit cet avenir dans son rapport au Congrès d'hygiène sociale d'Arras en 1904 : « Ce sera alors la mutualité maternelle, obligatoire, c'est-à-dire l'assistance à la mère avant la grossesse diminuant le nombre si considérable des mort-nés et des non viables ».

Mais cet avenir est-il réalisable ?

1. Franck, Keiffer et Maingie : *L'Assurance maternelle*, p. 31-34.

CHAPITRE VI

L'avenir des Mutualités maternelles

La Mutualité maternelle en étendant sa protection aux mères pendant une période de deux ou quatre semaines avant l'accouchement résoudrait d'une manière aussi complète que possible le problème si difficile de l'assistance maternelle.

Peut-on espérer que par sa seule force d'expansion, par le seul effet des initiatives généreuses de Poussineau, Brylinski, Foubert, Vivien et de leurs nombreux imitateurs, la Mutualité maternelle perfectionnée réalisera en France l'assistance maternelle tout en restant facultative et libre ?

Nous ne pensons pas que des ouvrières consentent d'elles-mêmes à un sacrifice pécuniaire, même minime, en vue d'un période de repos à l'époque de leur future maternité. Il ne faut guère attendre d'elles cet effort spontané de prévoyance.

M. Félix Poussineau, lui-même, n'y compte pas ; dans son rapport à la commission de dépopulation il reconnaît « qu'il entrerait difficilement dans nos mœurs de forcer l'ouvrière à verser chaque année

une somme de 3 francs pour s'assurer contre les risques de la maternité. »

La participation volontaire des patrons aux frais des Mutualités maternelles est loin d'être générale et M. Félix Poussineau nous dit bien qu'il faudrait encore plus de peine « pour obtenir des patrons leur participation à cette partie du budget de leurs employées ».

« Le moment n'est pas encore venu et ne viendra pas où dans chaque localité un grand industriel ou des chefs d'industrie réunis songeront à imiter l'exemple des Dollfus et des Félix Poussineau.

L'affiliation des Mutualités maternelles aux sociétés actuelles est insuffisante et ne peut encore leur donner une assez grande extension. D'ailleurs cette affiliation est souvent difficile ou inutile : « Les sociétés mutuelles n'admettent pas volontiers les femmes, presque toutes les refusent, surtout les sociétés qui sont composées de célibataires et de veufs. Les mutualités disent : les femmes et les enfants sont par leur état naturel plus souvent assujettis aux maladies jusqu'à un âge déterminé : et on ne saurait faire supporter à un veuf ou à un célibataire, membre d'une société, sa participation aux frais qu'entraînent les maladies causées par la grossesse, l'accouchement et leur convalescence. » (1).

1. Perruc. Thèse, Paris, 1905, p. 27.

Si la mutualité facultative et libre est impuissante, l'intervention de l'Etat est nécessaire.

Nous verrons comment cette intervention a été réalisée en Allemagne, comment elle pourrait l'être en France.

La législation allemande ne se préoccupe que de la femme accouchée, elle accorde au minimum quatre semaines de repos à la nouvelle accouchée. Pour les ouvrières mariées, ou non, ce repos obligatoire, même en cas d'accouchement normal, est rendu possible par une indemnité distribuée par les caisses d'assurances contre la maladie :

Loi (1) industrielle du 1^{er} juin 1891, paragraphe 3, article 137. — « Les femmes qui viennent d'accoucher ne peuvent travailler pendant quatre semaines après leur délivrance, et elles ne doivent reprendre leur travail dans les deux semaines suivantes que sur le vu d'un certificat médical les y autorisant. »

Loi du 10 avril 1892, paragraphe 1, article 20. — « 1^o Les secours d'accouchement seront versés aux femmes pendant les quatre semaines au moins qui suivent leur délivrance, et si les dispositions de la loi industrielle leur interdisaient le travail pour une durée plus longue, pour la durée de cette période ;

« 2^o Un secours égal au secours pécuniaire de maladie pour

1. Thiroux. Thèse, Paris, 1900, p. 84.

les femmes en couches sera aussi versé dans les conditions ci-dessus aux femmes qui, dans le courant de la première année, à dater du jour de la délivrance, ont appartenu pendant six mois au moins à une caisse ou à l'assurance communale. »

« Ainsi actuellement, en Allemagne, toute femme nouvellement accouchée, même accouchée normale, doit prendre un repos obligatoire de quatre semaines au moins après sa délivrance. Il peut être prolongé jusqu'à une durée de six semaines après la délivrance (art. 21 de la loi de 1785, art. 137 de la loi de 1891). S'il s'agit d'un accouchement anormal, la malade a alors, comme tous les autres malades, droit à un secours d'une durée minimum de treize semaines et d'une durée maxima d'un an. Dans ce cas d'accouchement anormal, sur son désir ou sur ordonnance du médecin, la malade peut se faire transporter dans un hôpital, et sa famille reçoit alors la moitié de l'indemnité en argent. »

« Les femmes illégitimes aussi bien que les femmes légitimes peuvent profiter de ce secours de couches (Loi de 1890). » (1).

Les secours comprennent :

Loi de 1883, article 6.

« 1° Les soins gratuits du médecin, les médicaments et les appareils usuels ;

1. Perruc. Thèse, Paris, 1905, p. 60.

« 2^e Pour chaque jour un secours en argent, égal à la moitié du salaire quotidien et tant que ce salaire ne dépasse pas 3 marks 75. »

Dans le cas de transport à l'hôpital, la moitié de l'indemnité est payée en argent à la famille.

Parfois le montant de l'indemnité peut s'élever jusqu'au trois quarts du salaire, au lieu de la moitié.

Cette indemnité est distribuée par des caisses d'assurances contre la maladie fondées par la loi de 1883. Ces caisses d'assurances sont alimentées par des cotisations fournies : un tiers par le patron et deux tiers par les ouvriers. La cotisation des ouvrières, la part patronale étant déduite, atteint de 14 fr. 50, 15 francs, à 18 francs.

Il s'agit donc en somme d'une assurance mutuelle rendue obligatoire par une disposition législative.

Cette législation, infiniment avancée si on la compare à la nôtre qui ne fait rien pour la femme enceinte ou accouchée, ne fait elle-même rien pour la femme enceinte : c'est en Suisse que les mères sont le mieux protégées.

Loi fédérale du 23 mars 1877.

Art. 15. — « Avant et après les couches, il est réservé un espace de huit semaines pendant lequel les femmes ne peuvent être admises au travail dans les fabriques. Elles ne seront reçues de nouveau qu'après qu'elles auront fourni la

preuve qu'il s'est écoulé six semaines au moins depuis le moment de leurs couches. »

« Cette loi était muette sur la question de l'indemnité. Mais bientôt les bases d'un projet de loi sur l'assurance contre les accidents et contre la maladie furent posées, dès novembre 1890. Ce projet fut rédigé par M. Forster dès 1891 et englobait l'accouchement parmi les maladies.

« Enfin le Conseil fédéral a, le 5 octobre 1899, adopté la loi d'assurances contre les maladies.

« D'après cette loi les femmes en couches ont droit à une indemnité de chômage pendant six semaines.

« Elle ne s'applique pas seulement aux ouvrières des usines comme les lois allemande, autrichienne et hongroise, mais à toutes les salariées y compris les domestiques. » (1).

Les assurées ont droit :

1° Au traitement gratuit, aux médicaments et aux appareils usuels, aux frais de transports et de voyage ;

2° En cas d'incapacité de travail, à une indemnité égale à 60 o/o du salaire journalier. Cette indemnité pourra être élevée par le Conseil fédéral jusqu'à 66, 6 o/o du salaire total.

1. Perruc. Thèse, Paris, 1905, p. 65.

Les caisses d'assurance contre la maladie sont alimentées par le patron ; mais le patron peut en retenir la moitié sur le salaire de ses ouvriers.

En France la législation en ce qui concerne l'assistance maternelle se réduit à un grand nombre de projets de loi dont aucun n'a obtenu de sanction.

Nous n'étudierons pas tous ces projets, si intéressants qu'ils soient, nous ne retiendrons que celui de M. le sénateur Strauss.

Sans doute beaucoup d'objections lui ont été faites, mais nous verrons que c'est précisément l'intervention des Mutualités maternelles élargies et perfectionnées qui le complète en le rendant réalisable.

Projet Strauss.

Article premier. — « Les femmes travaillant dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers ne peuvent être admises au travail dans la dernière quinzaine de la grossesse et dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement. »

Art. 2. — « Pendant cette période de repos, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourra leur être donnée par des *mutualités maternelles* et toutes organisations analogues, les femmes en couches, qui réclameront le bénéfice de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, devront être efficacement secourues par les bureaux d'assistance médicale. »

Art. 3. — « Les dépenses d'assistance maternelle rattachées au service de l'Assistance médicale gratuite comprendront, en outre, les secours de grossesse, les frais de séjour dans les refuges-ouvroirs pour femmes enceintes, dans les maternités hospitalières et dans les maternités secrètes, et dans les asiles de convalescence. »

Art. 5. — « Lorsque la malade n'a ni domicile de secours communal, ni domicile de secours départemental, ou lorsqu'elle aura été admise sans enquête préalable et sous la garantie du secret, soit dans les asiles-ouvroirs, soit dans les maternités, l'assistance incombe à l'Etat. »

Art. 6. — « Toute femme enceinte privée de ressources, reçoit les secours que réclame son état, à domicile, dans un établissement hospitalier, et notamment dans les asiles ouvroirs et dans les maternités hospitalières. »

Art. 7. — « Toute commune est rattachée pour les secours d'assistance obstétricale à un ou plusieurs hôpitaux. Ces établissements sont tenus d'avoir un service et des salles d'accouchement, en rapport avec les besoins présumés de la population qui y est rattachée. »

Toute femme en état de grossesse apparente, qui le réclamera, sera admise sans enquête et incognito : elle pourra être hospitalisée dans une section secrète.

A ce projet de graves objections ont été opposées :

a) Il ne s'adresse qu'aux femmes ouvrières comme les assurances mutuelles allemandes.

Les ouvrières agricoles, et toutes les femmes qui

ont un labeur fatigant doivent également profiter du repos obligatoire avant et après l'accouchement.

b) L'application du principe du repos avant l'accouchement est très difficile :

« Voit-on les difficultés qui naîtront quand, dans une commune, une mère viendra demander un secours de grossesse, étant obligée de s'arrêter quinze jours avant l'époque présumée de son accouchement ? Ressent-on quelles récriminations naîtront de toute part, quand, au lieu de quinze jours annoncés, ce sera vingt et trente jours et même plus qu'il faudra attendre l'accouchement ? Voit-on quelle source de conflits va naître entre les mères indigentes et les municipalités aux prises avec les difficultés financières de la commune ? »

Cette dernière objection perdrait toute valeur si l'on pouvait assurer une longue période de repos ; de deux à trois mois par exemple.

Ce projet de loi est imparfait parce qu'il est trop restreint ; il est tel, parce que M. Strauss prévoyait les difficultés financières qui s'opposeraient à la réalisation d'un projet trop étendu.

Une autre objection fondamentale lui a été faite :

En abandonnant pour une grande part l'assistance maternelle à la sagesse et à la libéralité des Conseils généraux on accorde à l'initiative de ces assemblées une confiance qu'elle ne mérite pas ; c'est risquer de voir la loi rester sans application.

En résumé, ce sont exclusivement des difficultés d'ordre financier qui s'opposent en France à la promulgation des lois d'assistance maternelle.

Comment résoudre ces difficultés ?

Il semble que ce soit par l'organisation de l'assistance maternelle.

« C'est évidemment par une organisation mutualiste, dit M. le sénateur Strauss, ou par un système d'assurances que l'indemnité maternelle avant, pendant et après les couches sera plus rationnellement assurée. »

L'Etat peut contraindre par une loi des ouvrières à verser des cotisations dans une caisse d'assurances maternelles.

La réalisation de ces assurances serait encore plus facile avec la participation du Trésor public.

Cette participation pourrait être relativement restreinte. M. Poussineau le prouve par des chiffres :

« Si nous prenons comme base le rapport officiel de M. Dron sur la natalité en 1886, le nombre des femmes de seize à quarante-cinq ans, était à cette époque de 8.191.816 et le nombre de naissances de 912.838.

« Parmi ces 912.838 accouchées, on peut estimer que **224.000** femmes environ ne pourraient s'imposer le repos obligatoire de quatre semaines sans recevoir une indemnité de chômage ; en admettant que les Mutualités maternelles accordent à chaque

accouchée 8 francs par semaine (moyenne suffisante), plus une prime d'allaitement de 10 francs, soit un total de 42 francs, la somme nécessaire pour l'année 1886 aurait donc été de 9.408.000 francs.

« C'est, à peu de choses près, une participation de 1 franc pour chacune des 8.191.816 femmes françaises, de seize à quarante-cinq ans (1). »

La participation des patrons, les subventions de l'Etat, des départements et des communes dans des proportions qu'il serait facile de fixer, permettraient de créer des asiles pour les mères abandonnées, des Consultations de nourrissons, et enfin d'imposer le repos avant l'accouchement.

Ainsi sera réalisée l'assistance maternelle.

« Si on offre à l'ouvrière française la protection d'une loi qui ne lui demande en retour qu'une cotisation si modique qu'elle est bien plutôt une marque de bonne volonté qu'un sacrifice pécuniaire, nul doute qu'on aura trouvé la vraie solution qui n'est autre que la mutualité maternelle étendue et généralisée. » (2).

1. Poussineau. Rapport lu au Congrès de Nantes, p. 33.

2. Poussineau. Rapport à la Commission de la dépopulation.

CONCLUSIONS

I. — La Conférence de Berlin (1890) avait demandé le repos obligatoire des femmes quatre semaines après l'accouchement. Plusieurs Etats étrangers ont cherché à réaliser ce vœu, tandis qu'on ne faisait rien en France.

II. — Les Mutualités maternelles, dues à une initiative privée, donnent une solution de ce grand problème d'hygiène sociale.

Ce sont des sociétés de secours mutuels : tous leurs membres participants versent une cotisation.

Ce sont en outre des sociétés de charité et de bienfaisance ; la plus grande partie de leurs ressources sont fournies par les membres honoraires, fondateurs et bienfaiteurs.

III. — Fondée en 1891 à Paris par MM. Poussineau et Brylinski avec les trois Chambres syndicales de la Couture, de la Passementerie et de la Broderie, la Mutualité maternelle de Paris, étend depuis deux ans son action à tout le département de la Seine, et les résultats déjà acquis sont une preuve convaincante de l'excellence de l'œuvre.

IV. — Son fonctionnement a été très simplifié et perfectionné par la création de sections autonomes dans chaque arrondissement ou commune, le siège social n'ayant à s'occuper que de l'encaissement des

cotisations et dons, et de la répartition des secours.

V. — Pour parfaire son œuvre, la Mutualité maternelle de Paris a créé des services de garde pour remplacer dans son ménage la mère alitée, et, sous l'inspiration du professeur Budin, des Consultations de nourrissons dans toutes ses sections.

VI. — Grâce au repos de la mère, à la direction de l'alimentation, à la forte proportion (90 o/o) de l'allaitement au sein maternel, la mortalité infantile a été réduite de 18 à 6 o/o et moins, pendant la première année de l'enfant.

VII. — La Mutualité maternelle a encore pour effet de développer l'esprit de prévoyance et les sentiments de solidarité dans le peuple, de répandre chez lui des notions d'hygiène, et de faciliter le rapprochement des classes par les femmes sur le terrain commun de la maternité.

VIII. — Cette œuvre peut donner d'aussi bons résultats dans les petites communes que dans les grands centres, ainsi que le prouve l'exemple de Dammarie-les-Lys, où une Mutualité maternelle est fondée depuis plus de dix ans, et où la mortalité infantile parmi les mutualistes est moindre que les dans les classes aisées.

IX. — D'autres mutualités ont été fondées à Lille, Vienne (Isère), Roubaix, etc., et donnent d'aussi excellents résultats.

X. — L'œuvre de la Mutualité maternelle devra,

pour être parfaite, arriver à assurer le repos de la mère avant comme après l'accouchement.

XI. — L'expérience qu'ont faite ces sociétés est décisive. Il faudrait la généraliser à la France entière.

On ne peut, malheureusement pour notre pays trop peu mutualiste, attendre une pareille extension des Mutualités maternelles, malgré leur zèle, leur propagande, ou leur affiliation aux mutualités déjà existantes.

Il faut donc faire appel à l'intervention de l'Etat.

Il est nécessaire qu'une loi oblige au chômage nécessaire pendant quatre semaines après l'accouchement. M. le sénateur Strauss a d'ailleurs présenté au Sénat un projet de loi dans le sens de l'obligation du repos. Ce projet a été voté à l'unanimité en décembre 1903.

Des difficultés financières s'opposent à l'adoption définitive et à l'application de cette loi.

Ces difficultés, la Mutualité maternelle s'offre à les résoudre ; M. Poussineau propose que la loi d'obligation au chômage ait pour corollaire une loi obligeant toutes les femmes françaises, âgées de seize à quarante-cinq ans, à faire partie d'une Mutualité maternelle.

Vu : Le Président de la thèse :

BUDIN

Vu : le Doyen,
DEBOVE

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD